Parti Socialiste
Congrès national de Grenoble
Vendredi 24 novembre 2000

Sommaire

Le président (Alain Vidalies) 1
Michèle Sabban 2
André Vallini 2
Michel Destot 7
Alain Claeys 11
René Teulade 19
Anne-Catherine Franck 21
Gwenegan Bui 23
Marisol Touraine 26
Eric Besson 28
Laurence Rossignol 30
Géraud Guibert 32
Alain Vidalies 34
Henri Weber 38
Harlem Désir 40
Alain Bergougnoux 42
Jean-Christophe Cambadélis 45
Jean-Marie Bockel 47
Henri Nallet 48
Régis Passerieux 51
Mustapha Niasse 55
Khalid Alioua 56
Walter Veltroni 58
Ricardo Nuñez 60
Walid Joumblatt 64
Meredith Le Goff 65
Pascal Lamy 66
Charles Josselin 68

La séance est ouverte, à 15 h 35, sous la présidence de Michèle Sabban et Alain Vidalies.

Le président (Alain Vidalies)
Chers camarades, je déclare ouvert le Congrès de Grenoble du Parti Socialiste 2000.
Je voudrais immédiatement vous faire part de deux annonces importantes pour les conditions de déroulement de notre Congrès.
D'une part, les congressistes délégués et membres de droit qui désirent intervenir dans les trois forums thématiques de samedi, demain matin, de 9 h 30

Coll. Fondation Jean-Jaurès

à 11 h 30, doivent s'inscrire auprès de la coordination du Congrès, au pied de la tribune à droite, en précisant le thème de leur intervention et la motion pour laquelle ils ont voté.
D'autre part, les amendements fédéraux peuvent être déposés jusqu'à la fin des travaux aujourd'hui auprès de Tristan Klein et de Bertrand Druon, au pied de la tribune.
Merci.

Michèle Sabban
Mes chers camarades, durant ces deux jours et demi de Congrès, trois films vont nous être projetés en séance plénière et auront vocation à ponctuer son déroulement, à accompagner le développement de sa réflexion.
Le premier film qui va vous être diffusé dans quelques instants a pour objet de relater en quelques images et quelques discours près de cent ans de l'histoire du Parti Socialiste : "Pas d'avenir sans mémoire", dit-on souvent. C'est pourquoi, au commencement de notre Congrès qui va débattre sur les grands axes de notre projet, il nous a paru utile d'en préciser son sens à la lumière des principes qui ont toujours animé le mouvement Socialiste.
Je vous remercie.
(Applaudissements)
(Projection d'un film)
Chers camarades, j'invite André Vallini, premier secrétaire fédéral de la fédération de l'Isère, à nous accueillir.
(Applaudissements)

André Vallini
Chers camarades, c'est un grand honneur et un grand bonheur d'ouvrir aujourd'hui le Congrès du Parti Socialiste à Grenoble.
En effet, quel est le premier secrétaire fédéral qui n'a pas un jour rêvé d'accueillir dansa sa fédération le Congrès de notre Parti ?
En 1973, Louis Mermaz a dû éprouver le même bonheur puisque la fédération de l'Isère, dont il était alors le premier secrétaire fédéral, accueillait déjà le Congrès du PS à Grenoble. Le premier secrétaire national s'appelait François Mitterrand et le maire de Grenoble était alors Hubert Dubedout.
Aujourd'hui, le maire de Grenoble est Michel Destot, Michel Destot que je veux saluer car, avec son dynamisme, son courage et parfois sa patience, il a su redonner rayonnement, force et fierté à cette ville dont l'image fut tellement abîmée par les méthodes d'une Droite sans scrupules.
Michel Destot s'est beaucoup battu avec moi pour accueillir dans sa ville le Congrès du Parti Socialiste et mes remerciements vont donc à ceux qui l'ont permis.
A François Hollande d'abord, qui a décidé de choisir Grenoble face à d'autres candidatures, et j'en profite pour faire un salut amical à ma camarade Sylvie Guillaume, première secrétaire fédérale du Rhône.

Collection Jean Jaurès

Merci à Alain Claeys ensuite et à toute l'équipe du national, qui ont depuis des mois œuvré sans relâche, semaine après semaine, le mercredi entre midi et 2, à Solferino, mais tous les jours de la semaine, pour préparer ce Congrès.

Je veux remercier aussi tous les bénévoles qui ont travaillé, qui travaillent encore et qui vont travailler pendant trois jours à l'organisation de ce Congrès et tout particulièrement les militants de la fédération de l'Isère, une fédération active et qui est même en progression.

Même si tous les Partis connaissent, on le sait bien, des difficultés pour assurer leur relève militante, le Parti Socialiste est en fait moins touché que les autres, car nous avons su entreprendre avec Lionel Jospin, dès 1995-1996, puis avec François Hollande, depuis 1997, un vrai travail de rénovation que nous devons amplifier encore et je sais, cher François, que tu vas nous faire de nouvelles propositions pendant ce Congrès pour dynamiser encore notre vie interne et nos débats.

A propos de nos débats, j'entends ici ou là, je lis ici ou là que les débats dans le Parti Socialiste ne seraient pas suffisants. Je tiens à rappeler que, depuis notre dernier Congrès, depuis trois ans, depuis Brest, nous avons tenu trois Conventions nationales qui ont donné lieu à des débats dans les sections, dans les fédérations et, bien sûr, au niveau national, et que le débat au sein du Parti Socialiste, pour peu que l'on fasse l'effort d'y participer, est bien vivant.

Il l'est en tout cas dans cette fédération, où nous essayons aussi de conquérir de nouvelles positions pour faire avancer les idées auxquelles nous croyons.

Ainsi, en 1995, si nous avons pu reconquérir Grenoble avec Michel Destot, nous avons aussi conquis l'agglomération grenobloise que préside aujourd'hui Didier Migaud avec le talent et l'efficacité qu'on lui connaît. En 1997, deux ans plus tard, nous avons obtenu cinq sièges de députés et, avec mes collègues Louis Mermaz, François Brottes, Michel Destot et Didier Migaud, nous sommes heureux et fiers de représenter l'Isère à l'Assemblée Nationale. Puis, en 1998, au Conseil régional de Rhône-Alpes, Bernard Soulage et les Socialistes ont mené la bataille que l'on sait, bataille formidable, difficile mais victorieuse, contre Charles Millon et son alliance honteuse.

Enfin, pour l'an prochain, pour mars 2001, nous préparons la reconquête du Conseil général dans un département où, comme à Grenoble, vous savez à quel point la morale publique a souffert des pratiques de la même Droite corrompue.

Notre fédération, comme notre parti tout entier, est une grande force électorale, mais nous devons rester en même temps une force d'intelligence collective. Plus que jamais, en effet, nous devons être des défricheurs d'avenir, comme l'a dit Lionel Jospin lors de notre dernier Conseil national, et c'est au fond le but essentiel de ce Congrès.

En effet trois ans et demi après notre retour au pouvoir, si nous pouvons être fiers de notre bilan, nous devons rester conscients de ce qui reste à faire et conscients des nouveautés qui nous attendent.

Notre bilan de 1 300 000 emplois créés, 900 000 chômeurs remis au travail, dont beaucoup de jeunes, le succès des 35 heures, le retour de la croissance qui rendent à nouveau crédible la perspective du plein emploi, la loi contre les

exclusions, la couverture maladie universelle pour ne pas oublier les plus défavorisés, la parité, le PACS, la réforme de la justice, le quinquennat pour moderniser notre démocratie sont la preuve que nos grands engagements de 1997 ont été tenus dans le contexte pourtant difficile d'une cohabitation entravante.

Pour autant, et nous le savons bien, nous n'avons pas fini. Si nous avons favorisé la création d'emplois, la précarité est encore trop répandue, plus insupportable encore dans le contexte d'une prospérité qui semble durable.

Si nous avons renforcé les acquis sociaux, la souffrance sociale est toujours la plus criante encore devant l'insolence de richesses trop vite obtenues.

Si nous avons su équilibrer la construction européenne en faveur de la croissance, nous n'avons pas arrêté toutes les dérives libérales.

Si nous avons rénové le pacte républicain, nous ne sommes pas allés au bout de nos intentions et il reste beaucoup à faire.

Nous y sommes prêts et en même temps il nous faut répondre à de nouveaux défis.

La France sort de la crise qu'elle a connue pendant plus de vingt ans, c'est vrai, mais les Français, eux, n'en sortent pas indemnes de cette crise. Les stigmates, on les connaît, ils ont pour nom exclusion, chômage de longue durée, fracture territoriale. Leurs conséquences, on les connaît aussi : violences urbaines, montée de l'individualisme, retour des corporatismes, perte des repères politiques et même civiques. Voyez le taux d'abstention qui ne fait qu'augmenter à toutes les élections.

Nous sommes donc confrontés à une double demande : celle de la répartition des fruits de la croissance après tant d'années de sacrifice, mais celle aussi d'un traitement des maux qui continuent de frapper en profondeur notre société.

Ce double défi, il nous faut le relever bien sûr, et nous y sommes prêts, mais il nous faut le faire de surcroît dans le contexte d'une mondialisation dont on connaît les menaces : la menace d'une société globale de l'information qui génère de nouvelles inégalités dans l'accès au savoir notamment la menace de modes de production des consommations qui altèrent les équilibres de la nature, la menace du renforcement de la puissance américaine, de son hégémonie économique et monétaire, et plus grave encore de l'uniformisation culturelle qui l'accompagne.

Chers camarades, par rapport à tous ces problèmes et en préparant ce discours d'ouverture, je me suis intéressé au discours qui avait été prononcé ici à Grenoble en 1973, il y a vingt-sept ans. Je vous livre un extrait. Nos camarades de l'époque disaient partout : "le capitalisme mondial dominé par les Etats-Unis d'Amérique est en crise avec son cortège de concentrations industrielles, de manipulations monétaires, de spéculations financières et de chômeurs. La notion de profit est étendue à toutes les formes de l'activité humaine : consommation, vacances, loisirs, santé, et fait payer aux travailleurs le prix de la croissance.

Trop d'hommes ont l'impression de vivre dans une société insensible à leurs peines, à leurs soucis, à leur aspiration au bonheur.

De partout, en particulier des rangs de la jeunesse, s'élève le même appel : il faut donner à tous des raisons de vivre, il faut changer la vie, il faut donner pour tous un sens au mot "vivre" pour un projet Socialiste. Il n'est pas d'ambition plus haute."

Vingt-sept ans après, chers camarades, si ces mots n'ont pas pris une ride, c'est bien que le Socialisme reste un combat permanent contre tous les dérèglements d'un système économique, système économique dont la globalisation ne rend que plus urgente encore la nécessité de mener le combat à l'échelle internationale.

Bien sûr le débat existe au Parti Socialiste entre les Partis Socialistes d'Europe, au sein de chaque parti, sur les modalités de ce combat.

Nos camarades britanniques par exemple proposent pour l'essentiel une adaptation aux normes libérales et ils considèrent au fond que la question d'un capitalisme aujourd'hui ne se pose plus, la tâche des Socialistes étant d'en tirer le meilleur parti possible.

Nous sommes nombreux, nous Socialistes français et notamment ici dans cette fédération de l'Isère, à ne pas faire nôtre cette résignation et à souhaiter au contraire une action publique toujours plus forte de régulation et de redistribution.

Nous allons en débattre pendant trois jours ici avec à l'esprit les grands rendez-vous de 2002 puisque c'est le dernier Congrès avant les législatives et la présidentielle de 2002. En 2002, nous serons jugés sur l'importance des succès obtenus sur l'ampleur des réformes accomplies depuis 1997, mais nous le serons aussi, et c'est normal, sur la dynamique de nos propositions et des propositions nous en avons. François Hollande les résume autour de trois objectifs essentiels :

Le plein emploi,

La pleine citoyenneté,

La pleine égalité.

Trois objectifs que nous allons décliner pendant trois jours pour montrer aux Français que notre capacité d'imagination et de propositions est intacte.

Notre Congrès doit être un moment important de notre vie collective interne, mais aussi un rendez-vous majeur avec des Français, des Français qui nous font confiance, toutes les études d'opinions le montrent, mais qui nous accordent une confiance parfois impatiente, parfois réticente, toujours exigeante, des Français qui, on le sait, doutent trop souvent de la politique.

Le grand Jaurès disait déjà qu'il faut fatiguer le doute du peuple par la persévérance de notre dévouement. C'est vrai que le retour des affaires au premier plan de l'actualité est calamiteux pour l'esprit public.

Pour y faire face, une seule attitude : laisser la justice faire son travail, et nous faire le nôtre. Mais au-delà de la morale publique, c'est la notion même de la responsabilité politique que les Français aujourd'hui mettent en doute. Et comment ne pas les comprendre devant le comportement de celui qui, bien qu'en charge de la responsabilité la plus haute, se comporte parfois avec l'irresponsabilité la plus grande.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne parle même pas de son attitude récente et misérable sur le problème dit de la vache folle, une attitude somme toute habituelle chez lui qui est toujours resté à l'affût du moindre coup politicien. Non, je veux parler de son attitude au regard des institutions elles-mêmes.

Souvenons-nous, alors qu'en mai 1995, il se faisait élire sur le thème de la fracture sociale, son gouvernement décida quelques mois plus tard d'infliger aux Français une cure d'austérité sans précédent.

Alors qu'au printemps 1997 il prenait l'initiative d'une dissolution destinée à lui donner selon ses propres mots une majorité renouvelée, il considérait ensuite que la défaite des partis qui le soutenaient n'avait aucune incidence sur sa légitimité.

Alors qu'en 1999, il dit aux Français de se défier du quinquennat, il les convie, moins d'un an plus tard, à approuver cette réforme sans se prononcer sur ses conséquences, sans s'impliquer dans la campagne référendaire, sans même s'estimer concerné par son résultat.

Alors quand celui qui exerce le pouvoir suprême recourt ainsi au peuple souverain sans en mesurer les enjeux, lorsqu'il a recours à ces deux procédures majeures de notre vie républicaine sans en assumer les conséquences, quand ni le désaveu populaire qui a suivi sa dissolution, ni l'indifférence qui a répondu à son référendum national, ne le conduisent à s'expliquer, les Français sont bien fondés à se demander quel sens ils donnent encore à sa responsabilité.

Nous croyons, nous, à la noblesse de l'engagement politique, nous en connaissons les contraintes, les difficultés et les enjeux aussi qui ne se résument pas, comme l'a toujours pensé le locataire actuel de l'Elysée, à la conquête, à la conservation du pouvoir, mais qui doivent à nos yeux reposer d'abord et surtout sur des valeurs, sur une éthique et sur un projet.

C'est ce qui conforte la confiance que les citoyens accordent à leurs représentants et ce lien de confiance suppose que chacun, à tous les niveaux de l'Etat, assume clairement ses responsabilités.

Alors, ici, à Grenoble, à nous Socialistes de montrer aux Français que nous assumons, nous, nos responsabilités, à nous de les convaincre que faire de la politique pour nous, Socialistes, c'est toujours donner du sens à nos actes et c'est plus que jamais avec Lionel Jospin et avec François Hollande, donner de la force à nos idées et de la fierté à notre engagement.

Bon Congrès à toutes et à tous.

Alain Vidalies - Merci André. Je vous demanderai à toutes et à tous, si c'est possible, de faire un peu plus de silence pour que notre Congrès se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Je voudrais rappeler deux annonces pour le déroulement de ce Congrès : d'abord les congressistes délégués et membres de droit qui désirent intervenir dans les trois forums thématiques de demain matin doivent s'inscrire auprès de la coordination du Congrès au pied de la tribune à droite, en précisant le thème et la motion pour laquelle ils ont voté.

Seconde annonce : les amendements fédéraux peuvent être déposés jusqu'à la fin des travaux d'aujourd'hui auprès de Tristan Klein et Bertrand Druon au pied de la tribune.
Merci. Je donne la parole à Michel Destot, maire de Grenoble. (Applaudissements)

Michel Destot
Merci Alain. Tout d'abord -et vous le comprendrez - je voudrais exprimer à mon ami André Vallini qui vient de s'exprimer, la solidarité du maire de Grenoble dans l'épreuve qu'il traverse aujourd'hui avec l'incendie dramatique survenu ce matin même dans sa commune.
Merci aussi, cher André, de tes propos chaleureux, c'est la marque d'un premier secrétaire qui a su animer notre fédération avec talent et efficacité, tes propos sont aussi le signe d'un homme qui saura nous mener à la tête des Socialistes avec toute la Gauche plurielle à la victoire lors des prochaines échéances électorales dans notre département ; c'est enfin, et vous l'avez compris, l'expression des sentiments d'estime et d'amitié que nous nous portons.
Et puis je voudrais dire un grand merci à l'équipe d'ALPEXPO qui nous accueille pour ces trois jours, à son président, Michel Benichou, à son directeur, Régis Duval, merci aussi aux équipes de la rue de Solferino qui ont travaillé avec efficacité sous la houlette bienveillante d'Alain Claeys, en étroite et cordiale relation avec les équipes grenobloises. Merci à tous.
Puis demain soir, avec François Brottes, Lionel Marty, Didier Migaud, André Vallini, mes collègues et amis députés de l'Isère, avec Annie Deschamps, ma première adjointe, nous nous retrouverons tous ensemble à la mairie de Grenoble autour de Lionel Jospin et de François Hollande que je veux ici dès maintenant saluer très chaleureusement.
Cher François, mes chers camarades, vous l'aurez constaté en arrivant, Grenoble est aujourd'hui un vaste chantier, certains ont même parlé de Berlin, plusieurs dizaines de grues s'activent, témoignant des efforts engagés pour remodeler notre ville. Au total un investissement de près de 3 milliards de francs quasi comparable à celui de l'époque des Jeux Olympiques de 1968.
Ce profond renouvellement urbain, culturel, sportif, social, qui voit émerger de nombreux quartiers, de nouvelles zones d'activité économique, accompagne une politique qui se veut d'abord au service de l'emploi.
Certes, comme ailleurs, des zones d'ombre subsistent, nous manquons encore de logements sociaux et familiaux, à certaines heures de la journée les embouteillages automobiles nous rappellent notre manque d'anticipation sur les politiques de déplacement, mais globalement Grenoble, ternie, il y a quelques années par l'affairisme, redevient la ville attractive, conquérante, qu'elle a longtemps été et votre présence aujourd'hui en est un formidable témoignage.
C'est donc pour moi comme pour Didier Migaud, mon collègue et ami président de notre communauté d'agglomération, une véritable chance de vous accueillir à l'occasion du Congrès national de notre parti. Chance d'abord car cela démontre que Grenoble a retrouvé la place qui fut la sienne auprès de nombreux esprits

progressistes ; chance aussi car Grenoble est la première ville à recevoir deux fois ce Congrès depuis la re-fondation d'Epinay et certains se souviendront de ce Congrès de 1973 qui en confortant l'axe majoritaire et la stratégie d'union de la Gauche avait contribué à la dynamique de victoire sous la direction de François Mitterrand. C'était il y a 27 ans, le 22 juin 1973, Hubert Dubedoux alors député-maire de Grenoble vous accueillait et faisait applaudir Pierre Mendès-France, ancien député de l'Isère. Oui, Hubert Dubedoux et Pierre Mendès-France, deux hommes qui ont chacun à leur façon, façonné le Socialisme d'aujourd'hui et auxquels je voudrais une fois encore rendre l'hommage qu'ils méritent. (Applaudissements chaleureux)

Mais ce n'est peut-être pas un hasard complet si vous avez choisi Grenoble pour tenir ce Congrès un peu particulier, qui doit contribuer à l'élaboration de notre programme pour les échéances à venir.

Nous voulons, et la Gauche plurielle en porte le témoignage, concilier le développement économique, le développement social et le développement durable. Nous voulons tout à la fois veiller à la protection de notre environnement, faire fructifier notre potentiel d'innovation technologique en le transformant en emplois nouveaux et réduire les inégalités dans notre pays comme dans notre ville.

Cette triple exigence se retrouve d'ailleurs jusque dans l'organisation de ce Congrès écologique, car privilégiant les modes doux de transport en vous invitant à profiter pleinement de notre tramway et de nos bus, le vélo c'est plus difficile sous la pluie mais cela redevient possible aujourd'hui avec le soleil qui revient.

Innovation et nouvelles technologies aussi car ce Congrès est le premier dont les images sont disponibles sur Internet, disposition appréciée dans une ville qui compte deux fois plus d'internautes que la moyenne nationale.

Solidaire enfin car ils se veulent inspirateurs de nouvelles voies pour combattre les inégalités, ce qui est un peu la tradition de Grenoble et au risque de vous apparaître immodeste, je pense que ce triptyque, innovation, solidarité, environnement, campe bien l'image de notre ville. Il reflète l'ambition qui anime la majorité plurielle que j'ai le plaisir et parfois la charge de conduire ici à Grenoble.

Ville innovante, Grenoble a toujours cherché à l'être, la technopole grenobloise est née il y a plus d'un siècle avec la houille blanche, c'était le 27 septembre 1869, Aristide Bergès, ingénieur d'origine pyrénéenne - vous voyez qu'on est accueillant ici - notamment pour les pionniers, Aristide Bergès venait réaliser une conduite de fonte longue de 200 mètres captant une chute d'eau et entraînant une turbine dans une usine ici à deux pas à Lancey, au pied du Massif de Belledonne. La fée électricité est arrivée dans la vallée du Grésivaux, dans l'aventure industrielle de Grenoble dès après.

Aujourd'hui, second pôle de recherche français, notre agglomération fonde sa croissance actuelle sur les transferts de technologies et les créations d'activités nouvelles inscrites au cœurs des réseaux régionaux, nationaux et européens.

Le pôle grenoblois valorise ses atouts, le numérique, les biotechnologies, en développant les liens entre l'université, la recherche, l'industrie et si nous boostons l'innovation, moteur de la croissance, c'est que nous sommes persuadés qu'elle permet de donner sa pleine mesure à notre politique de solidarité par la création d'empois nouveaux, des emplois qui répondent aux besoins émergeants de notre société.

L'image de Grenoble reste aussi associée aux prémices de la politique de la ville avec le développement social des quartiers. Un tissu associatif très dense, un fort développement des équipements de quartier, une démocratie locale toujours vivace. Autant d'atouts, c'est clair, pour mettre les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de l'insertion sociale et professionnelle de tous.

Requalification de deux importants quartiers en contrat de ville, pour près d'un demi-milliard de Francs d'investissement, création de pôles d'insertion décentralisés, mise en place d'un pôle jeunesse, réunissant la mission locale, le centre régional d'information jeunesse et un service de l'ANPE, tout cela nous met dans le droit fil de la politique d'innovation sociale si chère à Martine Aubry et désormais à Elisabeth Guigou que je veux ici même saluer.

Et puis située au cours des montagnes, ce qui lui confère ce cadre exceptionnel dont j'espère vous aurez le temps de profiter, Grenoble, la ville de Lionel Terray, n'en est pas moins préoccupée par les questions d'environnement, avec le développement des tramways, des pistes cyclables, la construction de parkings relais autour de la ville-centre, nous voulons faire de la qualité de la vie un des moteurs de notre développement et de notre attractivité, développement, rayonnement, qui passent aussi par la culture, avec notre musée de peinture que je vous invite à découvrir, à revisiter, avec six maisons de la culture que connaît bien Catherine Tasca et dont la restructuration est le plus important chantier culturel du moment, en tous cas en province.

Avec ses artistes de talent qui à l'exemple de Jean-Claude Gallota, de Laurent Pelly ou de Marc Minkowski, exportent la culture grenobloise mais à l'exemple aussi de ces jeunes de Cap Berriat, du nom d'un quartier de Grenoble, jeunes qui nous proposent de réaliser un espace pour les nouvelles pratiques culturelles urbaines, basées notamment sur la glisse, à l'exemple de Nicomède et de Nes, ces groupes de jeunes auteurs de l'affiche et du graphe de notre Congrès.

Et puisque j'aborde, à travers la culture, l'apport des jeunes créateurs, je voudrais dire ici et pour le regretter, que nous ne traitons pas à mes yeux suffisamment la question des jeunes dans notre société au sein de notre parti. Je vous ai parlé de l'importance de la science dans le développement d'une ville comme Grenoble, mais que faisons-nous concrètement pour combattre la baisse des vocations scientifiques chez les jeunes aujourd'hui ? Oublie-t-on justement que la recherche aujourd'hui c'est l'innovation et l'investissement de demain et les emplois d'après-demain ?

J'évoquais aussi le pôle d'insertion pour les jeunes de notre ville, mais globalement ne devrions-nous pas aller plus avant au plan national ? Sera-t-il encore longtemps tolérable dans notre pays, quatrième puissance industrielle du

monde, qu'avec la croissance retrouvée plutôt forte et plutôt durable, un nombre important de jeunes, souvent sans qualification et sans même la moindre expérience professionnelle, restent encore sur le carreau ?
Pendant longtemps la crise économique et sociale a servi d'explication mais aujourd'hui, ceux qui ne peuvent monter dans le train de la croissance sont en proie à une crise morale qui est plus insupportable encore qu'hier.
Je profite de ce Congrès pour dire que notre politique d'insertion professionnelle et sociale doit être plus ambitieuse, mieux dotée financièrement, c'est le président du Conseil national des missions locales et le militants de l'insertion que je suis qui vous le crie.
Un mot encore pour dire que l 'insertion des jeunes passe aussi par la formation, formation initiale, formation continue, formation professionnelle, formation aux langues, à la culture des autres également. C'est en tous cas ce que nous avons décidé à Grenoble et Jack Lang le sait bien pour nous soutenir.
Par l'enseignement des langues étrangères dès le début du primaire dans plusieurs groupes scolaires de notre commune, par la réalisation d'une cité scolaire internationale, un lycée et un collège de 1 200 élèves, moitié français moitié étrangers, où l'enseignement sera dispensé en anglais, en allemand, en italien, en espagnol mais aussi en portugais et en arabe.
Chers camarades, c'est à Grenoble que sont nés les groupes d'action municipale dans les années 1960. C'est ainsi que nombre d'expérimentations ont été conduites dans le champ de la démocratie.
Cher Pierre Mauroy, toi qui a contribué à la réflexion démocratique de notre pays par ton rapport sur la décentralisation, tu sais pouvoir trouver ici, de fervents partisans d'initiatives locales et de la démocratie participative.
Sache que la tâche se poursuit aujourd'hui en décentralisant, au niveau des quartiers, une partie de la gestion municipale en instaurant de nouveaux lieux de dialogue citoyen comme ceux de la démocratie participative, Conseil consultatif de secteur, Comités consultatifs des personnes âgées, Conseils consultatifs des résidents étrangers dans l'attente du droit de vote et d'éligibilité dans notre pays.
(Applaudissements)
La démocratie est un chantier permanent qui se construit. Nous y prenons notre part. La démocratie est un bien qui se défend.
Grenoble, capitale des maquis, ville des compagnons de la Libération, a payé un si lourd tribut à la résistance, reste animée aujourd'hui par un même farouche esprit de liberté.
Le 15 décembre 1996, 25 000 Grenoblois défilaient contre le Front National, initiant le mouvement des villes contre l'extrême droite.
Après l'élection de Million à la présidence de la région Rhône-Alpes, Grenoble a été partie prenante avec nos amis de Lyon, et de la région, que je veux saluer chaleureusement ici. Grenoble a été du combat pour le rétablissement d'un exécutif républicain, dans notre région, combat avec à sa tête Bernard Soulage, président du groupe Socialiste et apparentés au Conseil régional, à qui je tiens à donner mon estime et mon amitié.

Pour conclure je voudrais vous exprimer combien ici nous croyons dans ce Socialisme du 21ème siècle qui fait la synthèse des exigences de la compétitivité économique, de la solidarité, et du développement durable.
Cette synthèse nouvelle correspond à notre stratégie politique de Gauche plurielle, voulue par notre premier secrétaire, François Hollande, à qui je vais exprimer mon amitié, et ma reconnaissance pour le remarquable travail accompli et pas simplement parce qu'il a choisi Grenoble pour tenir notre Congrès.
Cette politique déjà conduite avec bonheur au plan gouvernemental, avec Lionel Jospin, j'en suis sûr, sera menée au succès en 2002.
Nous en serons tous les promoteurs car elle répond aux exigences de nos concitoyens.
Cette synthèse vaudra pour notre pays mais aussi pour la construction d'une Europe plus citoyenne, et d'un monde plus solidaire.
Nous y croyons particulièrement ici à Grenoble.
Ville internationale, ville multiculturelle, ville cosmopolite, oui je dis bien, ville cosmopolite, j'ose le terme. Je suis certain que les quarante communautés étrangères qui font la diversité de la population de notre ville, qui sont bien intégrées, très actives, dans tous les secteurs d'activités constituent une réelle richesse.
Je veux aussi le dire en signe d'accueil et de bienvenue aux responsables des délégations étrangères qui nous font l'honneur et l'amitié de leur présence ici à Grenoble.
Voilà, mes chers amis, mes chers camarades, ce que je voulais vous exprimer en quelques mots en espérant que Grenoble apportera sa modeste pierre à nos réflexions.
Bon Congrès, mes camarades, bon Congrès à Grenoble.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci, Michel.
Après ces deux interventions d'accueil, chaleureuses et conviviales, j'invite Alain Claeys à nous présenter le rapport d'activité à l'ouverture de nos travaux. Merci.

Alain Claeys
Chers camarades, je pense être l'intermédiaire de tous, en te disant, mon cher Michel, combien nous sommes heureux de nous retrouver durant trois jours dans ta ville de Grenoble.
Ville que tu as si merveilleusement développée avec toute ton équipe municipale. Ville de recherche, mais aussi ville d'activités de haute technologie, de créations artistiques, comme en témoignent les œuvres de graphistes qui accueillent les Congressistes mais aussi ville où il fait bon vivre grâce aux solidarités que vous avez su créer et renverser.
Encore merci, Michel, pour tes mots d'accueil.

Fondation Jean-Jaurès

J'adresse tous nos remerciements à la fédération de l'Isère, ses militants, son premier secrétaire André Vallini, qui ont déployé tant d'efforts pour nous accueillir dans les meilleures conditions. Encore merci !

Je salue aussi l'ensemble des militants élus de la région Rhône-Alpes qui ont contribué à la préparation de ce Congrès. Bienvenue à celles et ceux qui ont contribué à la mise en scène de ce lieu où la créativité, la convivialité sont, je le pense, au rendez-vous.

Enfin un grand merci aux permanents nationaux et locaux, aux centaines de bénévoles, aux militants du MJS, aux membres du service d'ordre qui participent à l'accueil et au bon déroulement de nos travaux et ceci, sans relâche depuis plusieurs jours.

Chers camarades, il y a trois ans déjà, nous étions réunis à Brest juste quelques mois après notre belle victoire aux élections législatives.

Alors nous résumions notre engagement par cette simple phrase : "en France, en Europe, faisons vivre nos idées. "

Trois ans après, ici à Grenoble, c'est à la fois le temps d'un premier bilan, mais c'est aussi le temps du projet.

En effet, 17 mois nous séparent des élections législatives et présidentielles, 4 mois seulement des élections municipales et cantonales.

Oui, chers camarades, je crois sincèrement que nous pouvons dire que nous avons, en respectant nos engagements, contribué à faire vivre nos idées.

C'est vrai au sein du Parti et des groupes parlementaires, c'est vrai au sein du Parti Socialiste Européen, et de l'Internationale Socialiste, c'est vrai dans l'action du gouvernement. Ainsi, avons-nous contribué à réhabiliter l'action politique, la relation entre le politique et le citoyen.

La force de notre bilan nous permet aujourd'hui à Grenoble de dessiner notre projet à travers ces quelques mots : « s'engager pour une France plus juste. »

Chers camarades, le débat, la proposition, le vote rythmé, le travail collectif, le travail de l'ensemble du parti et ses militants. Cette méthode que nous avons voulue à Brest, s'est concrétisée tout au long de ces trois années.

Parallèlement une relation étroite s'est instaurée entre le gouvernement, notre Parti et l'ensemble de la Gauche plurielle.

Au-delà des rencontres hebdomadaires, entre le premier secrétaire et le Premier ministre, les ministres de la Gauche plurielle sont venus à des réunions de travail au Bureau national, en amont, ou en aval de l'élaboration de chacun des projets de lois ou de décisions importantes.

Le parti a été, de manière permanente, en relation avec le groupe parlementaire, sous l'impulsion de Jean-Marc Ayrault, Claude Estier et Pervenche Berès, de façon étroite avec les deux présidents de l'Assemblée Nationale, Laurent Fabius et Raymond Forni.

Par ailleurs, chers camarades, le Bureau national a organisé trois séminaires de réflexion associant, autour de Lionel Jospin, et de François Hollande, l'ensemble des ministres Socialistes.

- C'était en avril 1998 sur les questions européennes

Contribution Jean-Jaurès

-En février 1999 sur les collectivités locales, les contrats de plan, Etat/région et l'avenir de la décentralisation
- En mai 2000, autour de propositions concernant les nouvelles régulations, le croissance économique et l'emploi, la société de l'information, le renouvellement du contenu des formes du dialogue social.
Le rapport d'activité que je vous présente, au nom de la Direction nationale reflètera, je l'espère, l'intensité du travail et du débat politique que nous avons impulsé.
Depuis le Congrès de Brest, le Conseil national s'est réuni à dix reprises. Le débat collectif s'est développé autour de 6 Conventions nationales notamment autour de trois thèmes inscrits dans la monition finale du Congrès de Brest :
- Quelle entreprise pour quelle société ?
- Nation et Europe
- Territoires et citoyens.
- Les autres Conventions nationales nous ont permis de préparer efficacement les échéances électorales régionales et Européennes, municipales et cantonales.
- En 36 mois, le Parti Socialiste a affronté 4 scrutins majeurs.
Les élections régionales du 15 mars 1998, marquées par le gain de près de 90 sièges pour le PS, et plus de 150 pour la Gauche, avec six présidences de région : Aquitaine, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, qui s'ajoutent aux deux régions présidées par le Parti Socialiste, le Limousin et le Nord Pas-de-Calais.
Chers camarades, permettez-moi à ce moment du rapport d'activité, d'adresser en votre nom à tous, nos félicitations pour la lutte opiniâtre que les militants et les élus Socialistes de la région Rhône-Alpes ont mené pour casser ici l'alliance entre l'extrême droite et la Droite dans l'exécutif régional.
Dans le même temps, la moitié des conseillers généraux ont été soumis au renouvellement.
Résultat : un gain de 310 sièges et la présidence de dix départements supplémentaires.
Enfin les élections européennes du 13 juin 1999 ont placé, pour la première fois, la liste conduite par François Hollande en tête avec 21,95% des voix et 22 sièges.
Au même moment, les résultats électoraux sont d'autant plus satisfaisants qu'un parti en responsabilité gouvernementale s'expose dans le cadre des élections intermédiaires, plus que d'autres, au mécontentement catégoriel et au réflexe du vote sanction.
Au même moment, chers camarades, la direction du Parti a engagé la préparation des élections municipales et cantonales du mois de mars 2000 avec nos partenaires de la Gauche plurielle.
Enfin comme nous le faisons depuis 1993, les secrétaires de sections ont été conviés à 3 rassemblements nationaux à la Mutualité à Paris : en janvier 1998, et 1999 et en 2000.

Fondation Jean Jaurès

Chers camarades, faire vivre nos idées, nous l'avons fait aussi à l'occasion des élections au Parlement européen, et de l'organisation du 21ème Congrès de l'Internationale Socialiste.
Nous le ferons tout à l'heure au travers de la table ronde internationale qui réunira autour d'Henri Nallet et de Pierre Mauroy, de nombreux responsables de l'Internationale Socialiste.
Le 27 mai 1999, le premier meeting des Socialistes européens s'est déroulé Porte de Versailles à Paris en présence de Tony Blair, de Gerhard Schröder, et de Lionel Jospin ceci dans le cadre de la campagne des élections européennes et du soutien à la liste « construisons notre Europe », conduite par François Hollande.
Le Parti Socialiste français a eu l'honneur mon cher Pierre, d'organiser le Congrès de l'Internationale Socialiste des Femmes, du 4 au 6 novembre 1999, et les 7 et 8 novembre 1999, le 21ème Congrès de l'Internationale Socialiste regroupant 140 pays, 200 délégations et 1087 délégués.
Pierre, le succès de cette manifestation témoignait de l'immense travail que tu as réalisé au sein de l'Internationale Socialiste et en votre nom à tous je souhaite te saluer pour ce travail que tu as fait pendant de nombreuses années sans relâche.
Ce couronnement a eu lieu au moment de ce Congrès Internationale. (Applaudissements).
Chers camarades, Pierre Guidoni, secrétaire national, aux relations internationales, en a été l'inlassable cheville ouvrière. Il nous a quittés brutalement au mois de juin 2000. La disparition de Pierre Guidoni prive le PS d'un de ses responsables les plus engagés dans la vie du mouvement Socialiste en France et dans le monde.
Très tôt, adhérent à la SFIO, dirigeant national de l'UNEF, l'un des plus jeunes cofondateurs du nouveau Parti Socialiste auprès de François Mitterrand, secrétaire national aux relations internationales à deux reprises, Pierre a, à la fois, maintenu la tradition de solidarité internationale du mouvement Socialiste, et su, à travers l'organisation du Congrès à Paris, en novembre 1999, influer un élan refondateur à l'International Socialiste.
Pierre, quelques mois avant sa mort, avait entrepris avec enthousiasme et ardeur, à la demande du Premier ministre, de mettre au service de la relance de la politique française, de co-développement, toute son expérience et tout son engagement. Le Parti Socialiste perd un de ses dirigeants les plus fidèles, exigeant tout à la fois pour lui-même, pour le Socialisme et la République.
Nous avons, aujourd'hui, au moment où ce Congrès ouvre, une pensée toute particulière pour Pierre et sa famille.
(Applaudissements)
Chers camarades, en 36 mois, la plupart de nos propositions de réforme de fonctionnement interne, d'initiatives politiques et programmatiques, approuvées par nos militants, ont été mises en œuvre ou engagées.
Renaissance de la revue "Socialistes", création d'un site Internet, nouvelle formule de l'Hebdo, formation permanente de nos cadres, mise en place du Comité économique, social et culturel dont je voudrais féliciter la qualité du

travail autour de René Teulade, nouvelles propositions de modifications statutaires soumises à votre vote.

21 colloques, 30 conférences ont été organisées par les différents secteurs du Parti, auxquels s'ajoutent les six rencontres décentralisées préparatoires à la Convention nationale "Territoires et Citoyens" à Rennes, sur le développement rural à Mâcon, sur la démocratie locale à Pau, sur le nouveau monde rural à Arles, sur l'emploi et la formation à Paris, sur les politiques locales de proximité, et à Roubaix, sur la ville du 21ème siècle… Signalons enfin la tenue statutaire des Conférences nationales agricoles et de la Conférence nationale entreprises en octobre 2000 à Niort.

Si l'on associe, chers camarades, Conventions nationales, colloques, Conférences nationales, Universités d'été, entretiens de Solferino, séminaires sciences Solferino, aux activités du Comité économique, social et culturel, on peut considérer que près de 20 000 adhérents ou sympathisants du Parti ont participé à l'une de ces initiatives à un titre ou à un autre.

Rarement, chers camarades, autant de camarades et de militants ont été engagés dans un pareil effort de réflexion et d'élaboration collective. Pour autant, malgré notre volonté fortement marquée de multiplier les initiatives, de les rapprocher des militants en décentralisations, manifestations, nous sommes convaincus que pour être à la hauteur des enjeux de la période qui s'ouvre, il ne faut pas simplement changer de degré dans l'organisation du débat interne, dans la manière de conduire notre réflexion, il faut chers camarades, je le pense, impérativement, en changer la nature et transformer nos méthodes d'autant que le désir des militants, des adhérents, des sympathisants d'être de véritables acteurs dans le débat est évident et que nos structures d'accueil sont bien souvent insuffisamment propices à l'expression et à l'engagement d'hommes et de femmes entre 25 et 35 ans qui restent en marge de notre organisation et de nos débats.

Les difficultés que nous éprouvons par ailleurs à associer qualitativement les militants à l'élaboration des programmes et projets, notre volonté de réhabiliter l'action politique, ont largement inspiré les propositions contenues dans les motions de François pour promouvoir un Parti fort.

Création de sections thématiques, nouveau rôle du Conseil national organisation de compétences départementales de militants et de sympathisants pour élaborer nos programmes, au-delà de cette piste prospective, le bilan que je vous ai présenté n'a été possible que grâce au travail de nos permanents, des responsables fédéraux et enfin, à l'action collective de la Direction nationale sortante.

Chers camarades, faire vivre nos idées, tenir nos engagements, supposait à l'évidence que la Gauche plurielle vive au quotidien et dans la durée. Je pense que malgré quelques difficultés inhérentes à l'exercice du pouvoir, la Gauche plurielle, tant au niveau du gouvernement que du Parlement a su débattre, exprimer ses différences et être solidaire dans l'action. Je crois que le dernier vote sur le budget, mardi dernier, en est une magnifique illustration.

Fondation Jean-Jaurès

Le sommet de la Gauche plurielle, qui s'est tenu le 7 novembre dernier, a bien illustré, je le pense, cet état d'esprit. Son retentissement et la qualité de la déclaration commune du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des Verts, du MDC, du PRG témoignent qu'après trois années d'exercice en commun du pouvoir gouvernemental, les forces rassemblées en juin 1997 n'ont rien perdu de leurs capacités de coopération et de propositions.

Près de 75 propositions communes et un accord sur les méthodes et le calendrier de travail pour les deux ans à venir ont été retenus.

Chers camarades, nous devons dans les mois qui viennent continuer dans chacun de nos départements, de nos fédérations, de nos communes, au niveau national, à faire vivre cette stratégie de rassemblement qui est largement approuvée par l'ensemble des militants, sympathisants et électeurs de chacune des composantes de cette Gauche plurielle.

Chers camarades, l'action de notre majorité, l'action de la Gauche plurielle doit être évaluée au regard du mandat que nos concitoyens nous ont confié en 1997. Notre victoire en 1997 était, à la fois, le résultat du rejet d'une politique et d'une méthode incarnée par le gouvernement d'Alain Juppé, mais aussi l'expression d'une priorité absolue pour la lutte contre le chômage et pour l'emploi. Bref, en juin 1997, nos concitoyens nous disaient clairement qu'ils nous jugeraient sur nos actes et notre capacité à transformer la société.

C'est au regard de ce mandat que je veux, dans le cadre de ce rapport d'activité, souligner quelques aspects du bilan de l'action du gouvernement, des groupes parlementaires et du Parti.

Plus de 1 million d'emplois ont été créés dans le secteur marchand faisant 850 000 chômeurs de moins, chiffre sans précédent depuis quarante ans. C'est le résultat de la nouvelle politique économique du gouvernement qui allie le soutien à la croissance et une politique volontaire de créations d'emplois.

En retrouvant une croissance forte et durable, notre pays a pu se donner les moyens de réduire le déficit public par la maîtrise des dépenses et la croissance des recettes. C'est ainsi qu'en 1999 pour la première fois depuis vingt ans, l'accroissement de l'endettement public a été stoppé, le retour à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale qui assure, et c'est son objectif principal, la pérennité du régime général, alors que celui-ci restait en déficit depuis quinze ans, a été atteint sans hausse de cotisations.

Nous sommes passés de 60 milliards de déficit en 1995 à l'équilibre aujourd'hui.

Chers camarades, la lutte contre le chômage, la relance de la consommation, le soutien à la croissance, la recherche constante de la justice sociale par une répartition équitable des fruits de la croissance (baisse de la TVA, de la taxe d'habitation, de l'impôt sur le revenu, de la CSG) constituaient les points forts du contrat de législature passé avec nos concitoyens.

Les engagements ont été tenus. Pour autant, nous ne nous sommes pas cantonnés à la simple exécution d'engagements électoraux. Nous nous sommes progressivement attelés à la réalisation scrupuleuse d'un programme et à l'élaboration par étape d'un nouveau projet de société. Qu'on en juge : en

accompagnant la politique de lutte contre le chômage, de réforme sociale d'ampleur, qu'il s'agisse de la loi contre les exclusions, de la montée en puissance de la politique de la ville et du logement, de la couverture maladie universelle, le plan pour l'accueil des personnes handicapées, nous avons ouvert de nouvelles perspectives, nous nous sommes fixés de nouveaux objectifs, jeté les bases d'un projet de société.
En effet, lorsque nous affichons notre volonté d'une société de plein emploi, nous affirmons qu'il faut continuer à faire du chômage notre premier adversaire et de la lutte contre l'inégalité notre priorité. Mais en rester là serait insuffisant. C'est également le concept de chômage structurel ou résiduel que nous attaquons et, partant, de l'inemployabilité des catégories de population, cela nous conduit à proposer des politiques volontaires pour garantir le retour au travail, créer un contrat d'autonomie pour la jeunesse, transformer l'approche du droit à la formation vers un droit permanent tout au long de la vie, à tous les âges de la vie.
Chers camarades, une politique alliant l'efficacité économique à la justice sociale constitue en soi un bilan honorable, mais à l'évidence, rarement une majorité politique n'a été autant à l'écoute des aspirations de la société, manifesté une telle volonté de moderniser en profondeur la société et la vie politique.
Le PACS a permis de mettre fin à la zone de non droit dans laquelle se trouvaient les couples non mariés, plus de 5 millions de personnes, par une démarche simple : le PACS constitue un contrat liant les partenaires par des droits, mais aussi par des devoirs. Il renforce la sécurité juridique des couples non mariés et facilite leur vie commune.
La limitation du cumul des mandats, la réforme de l'élection des sénateurs, la réduction du mandat présidentiel, la parité correspondent aux aspirations profondes d'une société qui exige toujours davantage de transparence, d'éthique et de contrôle démocratique. Le projet de loi sur la présomption d'innocence rénove profondément les droits des justiciables et la protection des victimes qui s'inscrit dans une politique globale qui vise à améliorer la justice au quotidien par le développement des maisons de justice et de droit.
Chers camarades, je voudrais insister à la fin de mon intervention, au-delà de ces avancées, sociales, culturelles, démocratiques, nous sommes, les uns et les autres, confrontés à une formidable aspiration à la citoyenneté, une formidable revendication de droits nouveaux qui concerne des sujets souvent exclus du champ de l'intervention politique, qu'il s'agisse de l'exigence de prévention et de sécurité, d'un environnement de qualité, du droit de vieillir dans la dignité et un soutien total dans les situations de dépendance.
L'émergence de droits nouveaux heurte les conceptions traditionnelles de la politique, bouscule les rythmes d'exécution, modifie les critères de l'urgence et les priorités. Un défi démocratique nous est lancé et nous devons y répondre. De ce point de vue, l'engagement d'une nouvelle étape de la décentralisation annoncée par Lionel Jospin lors du Congrès de l'Association des maires de France le 21 novembre dernier, dans le droit fil des réflexions de la Convention

"Territoires et Citoyens" et des conclusions du groupe de travail de Pierre Mauroy sur la décentralisation, confirme que le renforcement de la démocratie citoyenne sera une priorité : Conseils de quartier dans les villes de plus de 20 000 habitants, dispositions permettant de mieux associer la population aux grandes décisions d'investissement dans les communes.

Mes chers camarades, l'application rigoureuse du principe de précaution qui allie vérité de l'information, transparence des recherches et des résultats, obligation d'actions et d'évaluation scientifique, témoignent de manière fracassante de l'irruption de la santé publique parmi les préoccupations politiques majeures de nos concitoyens.

Permettez-moi, en votre nom, de rendre hommage à l'action du gouvernement sur le sujet si difficile de la sécurité alimentaire. Il a su concilier dans l'action ces trois principes : vérité, transparence et précaution.

(Quelques applaudissements)

L'intrusion de la santé publique dans le débat public est une tendance lourde. Elle ne se réduit pas aux limites du droit des malades, du droit à la sécurité sanitaire, à la légitimité démocratique, aux choix en matière de santé, de recherche, d'expertise et d'éthique scientifique. Autant d'interrogations auxquelles les militants politiques sont peu accoutumés et qui, à n'en pas douter, imprégneront fortement le contenu de notre futur projet, autant d'interrogations auxquelles nous devrons répondre dans quelques mois dans le cadre de la révision prochaine des lois bioéthiques.

Chers camarades, s'engager pour le plein emploi, pour la démocratie, contre les inégalités, pour de nouveaux droits, bref pour une France plus juste, sera au cœur de la réflexion de notre nouveau projet et déterminera l'essentiel de notre démarche.

Pour autant, si nous sommes potentiellement à l'aube d'une période de croissance durable et soutenue, si nous inaugurons un nouveau cycle économique, notre responsabilité consiste à conforter la croissance en agissant à la fois sur les conditions de la production et sur la répartition de ses fruits, à savoir la demande.

Il ne s'agit pas de s'intéresser juste à la croissance, mais d'assurer une croissance juste et durable qui elle seule permettra une solidarité durable.

Le soutien à cette croissance durable et solidaire doit faire partie intégrante des objectifs de la Gauche française et européenne.

Chers camarades, à dix-sept mois de la fin de cette législature, notre Parti engage par ce Congrès de Grenoble l'élaboration de ce projet que, le moment venu, nous proposerons aux Français. Nous allons passer de l'application de notre contrat de législature à celle de l'engagement pour un nouveau projet de société. Puisse, chers camarades, ce Congrès être une étape utile et fructueuse à cette démarche qui accompagne les premiers pas du Socialisme du 21ème siècle.

Merci.

(Applaudissements)

Alain Vidalies - Merci, Alain.

La parole est maintenant à René Teulade, président du Comité économique, social et culturel.
(Applaudissements)

René Teulade
Chers camarades, je voudrais en quelques minutes et dans le cadre du rapport d'activité vous présenter le Comité économique, social et culturel du Parti Socialiste.
La création de ce Comité a été décidée au Congrès de Brest, sur proposition de François Hollande, et il a pour mission d'associer activement les forces vives du pays, qu'il s'agisse des syndicats, des associations ou même des groupements d'intellectuels, à la vie du Parti et, surtout, à sa réflexion sur les problèmes de société.
François Hollande a confié à Michel Debout et à moi-même la tâche de constituer ce Comité qui, aujourd'hui, comprend 180 experts qui sont adhérents ou même, certains, non adhérents du Parti Socialiste, mais qui naturellement partagent nos engagements.
Il est donc possible de dresser aujourd'hui le bilan de deux années de fonctionnement et d'en tirer quelques propositions pour l'avenir.
D'abord le bilan.
Le Comité, c'est original dans notre Parti et je sais qu'il fait l'envie d'autres organisations, constitue un espace de débat ouvert aux militants et aux sympathisants qui, bien sûr, souhaitent contribuer à la vie quotidienne du Parti, mais surtout à sa réflexion sur les grands enjeux économiques, sociaux et culturels auxquels notre société sera confrontée à moyen ou long terme.
A travers ses avis, que vous pouvez d'ailleurs vous procurer au stand, tout à l'heure, sur les retraites, sur la bioéthique, sur la recherche et l'innovation au service de l'emploi, sur le rôle des associations dans notre société, sur la sécurité sanitaire, la sécurité publique, le service public, les sociétés de personnes, l'épargne salariale et le temps de la vie, le Comité a, je crois, complété utilement le travail de réflexion du Parti qu'il a, malgré la qualité de ses débats, parfois de la peine à conduire à son terme parce qu'il est contraint par des contingences d'ordre stratégique.
A partir de ses publications, le Comité a été sollicité par nos sections et c'est ainsi que nous avons réalisé plus de 42 réunions et débats publics dans les départements. Ma foi, nous sommes assez fiers d'avoir contribué, même si cela a été contesté et parfois même à l'intérieur de notre Parti, à ce qu'un regard différent fût porté en particulier sur la question des retraites et sur l'avenir de notre système.
Mais certaines des idées commencent à faire leur chemin, telles que : "la fin de la vie professionnelle n'est pas nécessairement la fin de l'activité économique et de l'activité sociale", ou encore parler de l'allongement de la durée de cotisation tant qu'il y a encore 2 millions de chômeurs et en même temps aussi un Français sur deux qui va être exclu du travail entre 50 et 60 ans. Il y avait là matière à réflexion.

Cependant, notre Comité s'est heurté, dans le souci de l'améliorer, à quelques obstacles.

En premier lieu, l'organisation du travail.

Sous forme de réunions plénières qui se tiennent surtout à Paris, cela a sans doute nui à l'expression de ses membres qui résident en province et ce fait a accusé un peu le caractère parisien de notre instance.

En second lieu, la composition du Comité a, selon nous, insuffisamment reflété la diversité des acteurs économiques et sociaux qui sont susceptibles de se mobiliser, de mobiliser leur capacité de réflexion aux côtés du Parti Socialiste et, notamment, les militants syndicaux et les représentants du monde du travail doivent avoir une place plus importante, bien entendu tout en conservant leur personnalité et leur indépendance.

Je voudrais, avant de terminer, tracer quelques perspectives.

Le Comité, voulu, je l'ai dit, par le premier secrétaire et en même temps reconnu par nos instances, pourrait être un point d'appui pour une nouvelle militance. En effet, beaucoup d'hommes et de femmes dans notre pays sont prêts à se mobiliser sur des thèmes sociaux ou des thèmes de société. Ils sont d'ailleurs globalement d'accord avec les choix du Parti Socialiste mais ils ne trouvent pas dans notre Parti, qui est tout naturellement centré principalement sur les préoccupations propres des sections territoriales, un espace de réflexion qui peut correspondre à leur attente. Il s'agit donc pour nous de les amener vers nous et d'utiliser leur réflexion et leur expérience. Le Comité économique peut être ce lieu qui permet de participer à la compréhension de la société qui s'annonce. Cela nous est un peu plus facile, bien sûr, parce que le Comité est dégagé des contraintes stratégiques à court terme, le Comité peut aussi en toute liberté prendre ses distances avec l'actualité immédiate forgée par les médias et l'activité de notre Comité a aussi témoigné de notre volonté de proposer (nous pensons que c'est urgent) une alternative au glissement qui s'opère actuellement dans notre société, glissement qui va du citoyen responsable (tel qu'on nous le montre un peu trop vite) vers le spectateur sondé.

C'est la raison pour laquelle il nous paraît utile de favoriser une plus grande décentralisation de la réflexion du Comité en incitant la création de Comités régionaux, ce qui permettrait la participation d'un plus grand nombre d'acteurs à la vie du Parti et la démultiplication des réflexions du Comité.

Il nous paraît aussi utile de favoriser, je vous l'ai dit et je le répète, la présence des représentants syndicaux. Notre Comité pourrait être reconnu, ceci bien sûr avec l'accord de la Direction nationale du Parti, comme l'instance naturelle au sein de laquelle les différents acteurs de la société, notamment les syndicalistes qui le souhaiteraient, pourraient accompagner la réflexion du Parti tout en respectant les responsabilités qui leur sont propres.

Mais, au-delà des questions d'organisation, c'est aussi la diversification des thèmes de réflexion à laquelle nous devons nous livrer.

Il nous a paru utile aussi de favoriser une confrontation importante entre les préoccupations des militants Socialistes et celles du monde associatif et culturel.

Fondation Jean Jaurès

Alors que le temps des loisirs s'allonge, que les activités culturelles sont de plus en plus demandées et consommées, les citoyens, selon nous, ont droit à une meilleure place en particulier dans le domaine des arts. La culture aussi doit entrer dans leur vie quotidienne. Nous pensons que l'éducation artistique et, disons-le, le droit à la beauté ne peuvent rester des privilèges et sont constitutifs d'une démocratie renouvelée. Les acteurs associatifs et culturels portent cette demande très forte au sein de notre Comité.
En conclusion, je dirai que de par sa liberté de pensée et de réflexion, notamment en choisissant ses propres thèmes de travail, le Comité économique, social et culturel du Parti Socialiste contribue à préparer aux débats de la société de demain, mais il veut reseter un lieu ouvert et accueillant à tous ceux qui sont prêts à nous faire part de leur expérience. Bien sûr, les experts du Comité accordent le plus grand intérêt au travail d'expertise et à la connaissance précise des réalités économiques et sociales, mais nous savons, et nous le disons, qu'on n'est pas forcément un bon gestionnaire parce qu'on fait preuve de pessimisme ou de soumission à la fatalité de ce qu'il est convenu d'appeler le fait incontournable. Nous savons aussi que le progrès de l'humanité passe et est passé souvent par des analyses autres que des analyses financières et nous disons aussi haut et fort que tant que 9 salariés sur 10 de notre planète n'auront aucun système de prévoyance pour terminer leur vie dans la dignité, tant qu'à quelques heures d'avion de nos capitales européennes des enfants mourront de faim et que près de 10% de nos compatriotes, malgré toutes les mesures qui ont été prises, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et des exclusions, sont encore au-dessous du seuil de pauvreté, notre conscience de Socialiste et d'hommes de progrès ne sera pas en paix. Certes, nous voulons rester les pieds sur terre, solidement ancrés dans la glaise et dans les réalités quotidiennes, mais nous voulons aussi continuer à tourner notre regard vers les étoiles, celles qui ont toujours donné un sens à notre vie et, disons-le, au-delà de tous les Cassandres, parce que nous voulons inciter au travail avec nous tous ceux qui pensent que la vie est une belle, oui, une très belle aventure !
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci, René.
J'invite Anne-Catherine Franck à nous présenter le site internet.

Anne-Catherine Franck
Chers camarades, je dois en effet intervenir à ce moment des débats pour vous donner quelques informations sur un événements, bien entendu parmi d'autres, de notre Congrès.
Depuis mercredi, nous avons mis effectivement en ligne notre nouveau site web, que vous pouvez d'ailleurs consulter sur les bornes qui sont placées à votre attention dans l'enceinte du Congrès. En même temps, nous avons créé aussi un site Congrès spécifique. Celui-ci contient d'ailleurs déjà des informations sur ce qu'est un Congrès Socialiste, sur l'agenda du Congrès, son déroulement et les liens avec les trois motions qui sont soumises au vote des militants.

Nous avons voulu aller plus loin conformément à nos principes de transparence, mais aussi avec le souci de développer d'une manière générale une interactivité plus grande.
C'est pourquoi, pendant ces deux jours et demi, tout internaute qui va se brancher sur notre site, qu'il soit Socialiste ou pas, peut obtenir des informations politiques ou sur la vie du Congrès par le biais d'une lettre infos en continu.
Nous avons mis également en place un forum, mais d'après ce que j'ai pu constater depuis ce matin, il vit bien sa vie.
Mais la grande nouveauté, et je crois qu'on peut dire qu'aucun Congrès politique ne l'a fait en France jusqu'à présent, c'est que nous vivons en permanence sous le regard des internautes par l'intermédiaire de la retransmission en direct de notre Congrès sur le site.
Vous pouvez, en effet, et surtout bien sûr ceux qui sont hors de ces murs, les camarades Socialistes qui ne peuvent pas participer directement à notre Congrès ou internautes curieux de savoir ce qui se passe dans un Congrès politique et du Parti Socialiste en particulier, contempler la retransmission vidéo des débats qui ont lieu dans cette salle.
C'est une première. Nous devons la saluer à sa juste valeur. Cela marche pour le moment. Je dois dire que j'ai eu quelques inquiétudes. J'espère que cela va se poursuivre, mais jusqu'à présent cela marche.
Nous devons remercier toutes celles et tout ceux, que ce soit les camarades avec qui j'ai travaillé au niveau du Parti ou que ce soit les entreprises extérieures qui ont contribué à cette initiative originale mais en même temps assez difficile sur le plan technique.
Nous ne savons pas, à l'heure d'aujourd'hui, combien de personnes vont ainsi assister en direct et en différé à nos travaux. Nous ne savons pas non plus si cela va les passionner. Le forum du Congrès qui est en cours et qui perdurera après le 26 nous donnera peut-être des informations intéressantes sur la réaction de ceux et de celles qui découvriront ainsi un Congrès Socialiste, un monde nouveau pour eux, étrange peut-être, mais en tout cas, on peut l'assurer, démocratique.
C'est notre façon à nous de contribuer au débat politique, à l'enrichissement démocratique, à faire ce qui nous est cher : vivre la notion d'engagement, en un mot, de défendre la politique sous ses meilleures couleurs.
Au-delà de cet événement qu'il faut traiter à sa juste mesure, c'est-à-dire ni trop, ni pas assez, cette utilisation d'Internet dans le débat public est pour nous en quelque sorte un test grandeur nature.
Un test grandeur nature pour les autres que nous devons écouter dans le cadre du forum et dans le cadre des questions qui sont posées, mais aussi pour nous-mêmes : il doit être l'occasion pour tout le Parti de prendre en compte enfin cette nouvelle dimension de la communication qui ne remplacera pas, nous le savons très bien, le charme de nos préaux douillets ou le porte à porte accueillant, mais qui ouvre des perspectives qui sont, je crois, tout à fait passionnantes. Perspectives qu'il faudra certes maîtriser, mais dont on doit aujourd'hui prendre toute la mesure.

Fondation Jean Jaurès

Il faudra sans doute, chers camarades, en débattre entre nous dans les prochains mois pour que tout le monde puisse être acteurs de ces changements. Ces changements ne doivent pas être réservés à quelques-uns, ceux qui savent, qui aiment les nouvelles technologies, il en va aussi de notre démocratie interne de ne laisser personne en chemin de ces nouvelles technologies.
La modernité n'est pas l'affaire de technique. Quand on sait ce que l'on est et quand on sait ce que l'on veut, je crois qu'on s'adapte assez vite à la nouveauté.
Avec sa tradition démocratique, son goût pour la réflexion et la pédagogie, la qualité de ses hommes et de ses femmes militantes, dirigeants ou élus, sa vocation à savoir traiter tous les aspects de la vie et des aspirations de nos concitoyens, je crois que contrairement à ce que l'on pense ou peut-être que l'on pense à l'extérieur, notre Parti n'est finalement pas si mal préparé à se saisir de ces nouvelles technologies.
Il devra cependant en profiter pour faire vivre à travers elles la démocratie et toutes les démarches citoyennes. Il en va aussi de notre responsabilité politique.
Merci.
(Applaudissements)

Alain Vidalies - Merci.
Mes chers camarades, dans quelques minutes, nous allons engager le débat général. Auparavant, nous avons recueilli des interrogations, des remarques voire des incompréhensions sur l'organisation du Congrès des Socialistes, sur son contenu, sur nos discussions.
Le petit film qui va suivre se fait l'écho de ces interrogations qui sont aussi pour nous des interpellations.
(Film)
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Après toutes ces interrogations, ces interpellations, nous allons passer au débat général.
Sur le plan organisationnel, les interventions se feront des pupitres mis aux trois points de la salle. Chaque intervenant issu de sa fédération interviendra du pupitre qu'il aura à ses côtés.
Je demande à Gwenegan Bui de se présenter au pupitre et à Marisol Touraine de se préparer.

Gwenegan Bui
Chers camarades, sachez que tous les militants du mouvement des jeunes Socialistes ont bien conscience de l'honneur que vous nous faites en me permettant d'ouvrir le débat d'orientation du Parti Socialiste démontrant par ce fait que la jeunesse n'est pas seulement rhétorique des Congrès des Socialistes, mais existence bien réelle. Les 25-35 ans existent bien parmi nos rangs.
On ne relève plus la bonne santé économique de la France, on n'insiste plus assez sur la baisse continue du chômage et sur les conséquences de cette baisse sur le quotidien des Français en général et des jeunes en particulier.

Fondation Jean Jaurès

Pourtant, depuis le 1er juin 1997, les choses ont bien changé. Pour notre génération, ma génération, celle élevée dans le spectre permanent du chômage de masse, d'une société où le droit à l'avenir n'était qu'un slogan pour la jeunesse, la baisse permanente et continue du nombre de demandeurs d'emploi est plus qu'une simple bonne nouvelle, c'est un séisme dans notre approche du monde.

Rendre l'espoir aux jeunes, rendre aux salariés la possibilité de vivre décemment, rendre l'envie de se battre à une société en léthargie depuis plus de vingt ans, c'est un rêve dont aucun d'entre nous ne croyait la réalisation possible si vite. On nous avait tellement rabattu les oreilles sur l'impossibilité de faire autrement, que c'était la pente naturelle de l'évolution du monde, qu'aujourd'hui il fallait être prêt à s'adapter.

Depuis juin 1997, le gouvernement et la majorité plurielle démontrent par l'exercice du pouvoir que la fatalité se combat, que rien n'est jamais inéluctable, la réussite politique ne tient pas toujours dans ce beau pays dans le sens strict du canon de l'orthodoxie au politiquement correct.

Pourtant, que n'avons-nous pas entendu !

On nous avait dit que les 35 heures seraient un échec, une régression. C'est un des éléments moteurs de la création d'emplois, l'un des facteurs du retour à la croissance.

On nous avait dit que les emplois jeunes ne seraient qu'un contrat précaire de plus. Ce sont des emplois qui, pour la très grande majorité, ont trouvé leur utilité sociale et ont permis de mettre le pied à l'étrier à plus de 200 000 jeunes.

On nous avait dit que le programme FACE était de la poudre aux yeux, un pansement sur une jambe de bois, qu'il permettait tous les ans le suivi individualisé de 60 000 jeunes en grande difficulté.

Mesures ambitieuses qui ont changé le cours de la vie de centaines de milliers de gens. Voilà ce que nous voudrions entendre de nos contradicteurs ! Mesures efficaces car qui n'a pas parmi ses proches, parmi sa famille, quelqu'un qui a retrouvé le chemin de l'emploi ces derniers mois ? Ce souffle nouveau porte en lui l'espoir d'un avenir meilleur mais c'est parce que nous sommes d'une génération qui a grandi avec la menace permanente du chômage, d'une société où la précarité était la norme d'une vie où l'homme n'était plus qu'une simple variable d'ajustement, que nous disons maintenant : "Allons plus loin." Nous n'en sommes qu'à la première phase de la revanche que nous devons aux Français sur le front de l'emploi car il reste encore beaucoup de monde sur le bord de la route.

La précarité reste un passage obligé pour se faire une place dans le monde du travail, stages non payés, CDD et temps partiel, intérim et basse qualification sont encore trop souvent la règle.

Les jeunes ont surtout besoin de sentir que la collectivité n'investit pas et que la jeunesse est devenue un moment de vie à part entière et plus seulement une période de transition entre l'enfance et le système scolaire et la vie familiale, où l'individu était forcément sous la tutelle collective et la vie active d'autre part, où le citoyen était forcément autonome, c'est la phase de construction du

citoyen, un temps d'essai, de réussite ou d'échec. La jeunesse c'est le temps de la formation, celui de l'apprentissage, celui du choix, celui des instituions, celui de la connaissance.
Si le droit à la formation est un droit inaliénable qui doit s'exercer tout au long de la vie, la jeunesse n'en demeure pas moins une période déterminante où le citoyen fixe ses repères.
Comment demain pourrez-vous demander à cette génération de porter le poids des retraites, de faire acte de solidarité, alors que cette génération s'est construite dans une période où le libéralisme et la loi du plus fort étaient les valeurs de référence ?
Comment pourrons-nous convaincre qu'il faille aider nos anciens à mieux vivre leur retraite alors que cette même génération a le sentiment que peu de choses sont faites pour les aider à s'insérer ? Comment ferons-nous pour leur demander cet effort de solidarité alors qu'ils auront longtemps eu le sentiment d'avoir été laissés seuls face à leur destin ?
Alors que voulons-nous ? Tout simplement être autonomes. Une autonomie de projet et pas seulement une autonomie matérielle, financière, la possibilité de pouvoir vivre, s'insérer le plus vite possible, le plus facilement possible dans notre société.
Pour un jeune, construction, autonomie, c'est avoir les moyens de se former, de se loger, de se déplacer, c'est avoir les moyens de construire son avenir professionnel, de choisir ses études, son mode de vie, son orientation sexuelle sans être soumis aux pressions économiques, sociales, culturelles de son milieu d'origine. N'est-ce pas l'essence même du Socialisme que de donner à chacun les moyens de son émancipation ? Il ne s'agit pas d'instaurer un revenu minimum jeune sous le vocable que l'on voudra mais bien d'un droit nouveau.
Il est hors de question d'envisager la construction de notre société sur l'assistanat ou la charité, pour les Socialistes construire une société qui accueille la jeunesse c'est une société qui l'aide, une société qui est prête à substituer la solidarité nationale à la solidarité familiale quand cette dernière est défaillante et surtout parce que la jeunesse est devenue un temps long, on ne peut plus seulement agir par rapport à l'avenir mais on doit penser au présent, leur donner les moyens de vivre au quotidien.
Alors comment faire ? Ce contrat, cette allocation ou un autre vocable que nous choisirons, va permettre entre autres de reconnaître et de valoriser socialement les choix de tous les jeunes, apprentis ou étudiants, de valoriser tous les parcours de formations, court ou long, professionnalisant ou non, et permettra aussi à des jeunes de reprendre un parcours de formation initiale interrompu parfois pour des raisons économiques.
Parce que c'est un nouveau droit, il va être le même pour tous les jeunes, parce que ce n'est pas une simple logique financière qui nous guide, il va y avoir un dispositif de suivi et d'aide individualisée permettant une insertion plus facile.
Parce que ce sera une nouvelle conquête portée par la Gauche il devra être re-distributif et prendre en compte les besoins et les ressources de chacun. Le contrat autonomie n'est pas une proposition phare des prochaines échéances

mais maintenant que nous avons établi le cadre il faut s'atteler à lui donner corps.
C'est dans cette direction, dans le vouloir toujours plus juste de notre société, de donner à chacun les moyens de réussir, que nous devons aller. Les mois prochains seront essentiels, c'est en mobilisant l'ensemble du Parti Socialiste, l'ensemble de ses militants, mais aussi en écoutant et en dialoguant avec les militants syndicaux, mutualistes, associatifs, en s'appuyant sur leur expertise, sur l'analyse des uns et des autres, que nous donnerons à notre projet force et crédibilité.
De nouveaux droits, voilà ce que nous devons proposer aux Français. (Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci Gwenegan d'être resté dans les temps accordés. Simplement, mes chers camarades, il est vraiment difficile pour les intervenants d'intervenir dans un tel bruit. Des discussions peuvent se faire à l'extérieur mais respectez les interventions des uns et des autres. Je vous en remercie.
Marisol et Eric Besson se prépare.

Marisol Touraine
Chers camarades, notre Congrès aujourd'hui se déroule dans un contexte vraiment bien différent de celui qui nous réunissait à Brest il y a trois ans. Nous nous donnions alors pleinement à l'enthousiasme d'une victoire qui, reconnaissons-le, pour être très attendue n'était pas nécessairement totalement au rendez-vous.
Aujourd'hui le rendez-vous est différent. Il nous faut nous engager sur le projet qui demain encore nous permettra de rassembler autour de nous et autour de nos idées. Il y a trois ans nous portions l'espérance du renouveau. Aujourd'hui, constatons-le, de morose la France est devenue plus confiante, plus tolérante à l'intérieur, plus ouverte vers l'extérieur, nous avons par notre action même contribué à l'instauration d'une nouvelle donne économique et sociale, nous avons su dépasser les clivages qui existent au sein de notre société mais nous avons aussi, et au fond pourquoi s'en plaindre, fait naître de nouvelles exigences, des attentes fortes, auxquelles nous devons répondre pour mieux convaincre, assurément, mais aussi pour mieux affirmer la cohérence de notre projet, la cohérence de notre ambition pour demain. Car, au-delà du juste rappel des résultats obtenus et sur lesquels sans doute nous nous accorderons nombreux, au-delà de la liste des lois votées et des changements intervenus, il s'agit bien d'affirmer haut et fort que tout cela ne procède pas de l'accumulation de décisions disparates mais de la construction d'un projet cohérent et volontariste.
Nous avons fait de l'emploi notre priorité, en reconnaissant le rôle des entreprises et de l'économie sans jamais accepter que la loi soit celle des entreprises et que la société se ramène au marché comme l'a clairement affirmé Lionel Jospin, nous avons accompagné et renforcé la croissance en redonnant

aux acteurs économiques, c'est-à-dire aussi, ne l'oublions pas, aux salariés et aux syndicats, la volonté de s'engager et d'agir.
Nous avons su entendre les transformations de notre société qui dans tous les domaines s'est remise en mouvement, comme le montrent l'explosion des nouvelles technologies, le développement de la création culturelle mais aussi la revendication de modes de vie, de choix personnels divers.
Aujourd'hui, ces changements produisent à leur tour de nouveaux clivages et nous savons qu'aux inégalités anciennes viennent s'ajouter des inégalités liées à l'éducation, à la formation, à l'accès au logement, à l'accès à la santé qui supposent que l'action de la puissance publique reste résolue et marque clairement le cap.
Notre projet, mes chers camarades, ne se limitera pas - on nous le dit suffisamment - à notre bilan, mais il est absurde, je dis bien absurde, de vouloir opposer le projet au bilan, les choix d'hier aux choix que demain nous devrons faire et je voudrais ici simplement évoquer deux grands champs d'action parmi tous ceux qui nous attendent : celui des jeunes déjà évoqué et je pense qu'il le sera de nouveau encore. La France en 1997 détenait le triste record du chômage des jeunes en Europe, aujourd'hui le paysage est bouleversé, ils ont bénéficié de la croissance grâce notamment - pas seulement mais notamment - aux emplois jeunes. Dans le même temps pourtant jamais les jeunes n'ont été aussi différents les uns des autres et nous devons être à même de répondre à la situation de ceux, trop nombreux, qui sortent du système scolaire sans formation, qui ne parviennent pas à se loger faute de revenu stable, ceux qui à moins de 25 ans imaginent leur vie comme la seule attente d'un RMI quelques années plus tard.
C'est pour cela, parce que nous refusons cette fatalité, parce que nous refusons que les jeunes aujourd'hui ne soient pas pleinement intégrés et soient ceux qui trop souvent se heurtent au mur infranchissable parfois des exclusions, c'est pour cela que nous proposons la création d'un contrat d'autonomie et d'une allocation d'insertion qui doit permettre à ceux âgés de moins de 25 ans, qui veulent s'engager dans un processus de formation, qui veulent s'engager vers l'emploi, d'être soutenus, d'être accompagnés, car disons-le clairement, comment se préparer à l'emploi sans ressources stables ? Sans ressources fixes ?
Deuxième grand chantier d'avenir, Mes camarades, ce que nous appelons d'une formule parfois un peu obscure, le développement de nouveaux droits, plus personnalisés, plus individualisés, y compris en matière de protection sociale.
Nos concitoyens, lorsqu'ils sont malades, ont évidemment besoin des garanties de la sécurité sociale, et la CMU constitue à cet égard un progrès immense, mais ils ont besoin aussi d'être informés, soutenus, protégés en cas d'accident. Ils ont le droit que soit reconnu leur droit à être informés, le droit à la santé et pas simplement à être soignés et au fond, ce que nous voulons prôner c'est la reconnaissance du droit des malades.
Les exigences de la sécurité alimentaire par exemple doivent donner lieu à la mise en place de nouvelles procédures d'information envers les consommateurs.
Dans un autre domaine, les familles demandent évidemment à être soutenues financièrement mais elles demandent aussi à être reconnues dans leur diversité

et leur modernité et c'est en cela que nous ne considérons pas les familles comme le fait la Droite.
Les droits des familles dans la société doivent être adaptés pour que soit valorisée chacune de leurs composante : les femmes qui ne sont pas seulement des mères, les hommes qui ont aussi le droit d'être des pères, les enfants qui ont leur identité et leur histoire propre.
Alors, chers camarades, nous avons pour l'avenir des idées, des idées tout simplement parce qu'il est illusoire d'imaginer que le temps social se fige, notre projet est tout simplement celui d'une France plus juste, une France qui fasse sa place pleine et entière à chacun d'entre nous.
Socialistes, nous ne nous satisfaisons jamais des équilibres obtenus. La sociale démocratie se transforme et c'est pour la transformer que nous voulons continuer à agir.
(Applaudissements)

Alain Vidalies - La parole est à Eric Besson pour cinq minutes, Laurence Rossignol se prépare.

Eric Besson
Chers camarades, chers amis, que retiendrons-nous du Congrès de Grenoble ? Quels thèmes ? Quel guide pour l'action dans les années à venir ? Quelles idées force ?
Pour ma part je souhaiterais que l'on revienne que les Socialistes continuent plus que jamais de croire en la valeur du travail, qu'ils continuent de croire que par le travail une personne accède non seulement à un revenu mais à la maîtrise de son destin individuel, tisse sa relation aux autres, acquière à ses yeux comme aux yeux des autres, le sentiment d'utilité et de sa dignité.
Ils savent, les Socialistes, que la privation de travail reste la première des exclusions, la mère de toutes les autres. Je voudrais que l'on dise comme nous y invitait récemment François Hollande dans une tribune intitulée : "Un Congrès pour quoi faire ?" que nous Socialistes non seulement nous nous fixions l'objectif du plein emploi pour tous, objectif dont l'énoncé paraissait utopique il y a à peine trois ans, mais que nous sommes déterminés à nous en donner les moyens, car nous savons aujourd'hui que la croissance à elle seule ne suffira pas à nous conduire vers le plein emploi. Elle nous facilitera la tâche, bien sûr, c'est le cocktail constitué d'une croissance forte et de mesures volontaristes, les emplois jeunes, la réduction du temps de travail qui nous a permis de remporter de premières belles batailles dans la lutte contre le chômage.
Nous avons gagné des batailles mais la guerre contre le chômage n'est pas achevée, loin s'en faut. Le paradoxe est connu, nous comptons toujours 2 300 000 chômeurs dont 826 000 de longue durée et plus de 1 million de RMIstes, et dans le même temps l'air du temps est plain de goulets d'étranglement, de difficultés des entreprises à recruter.

Fondation Jean-Jaurès

Ces difficultés, il faut certes à la fois les relativiser dans leur importance et rappeler qu'elles tiennent pour une part aux carences des entreprises elles-mêmes qu'il s'agisse des salaires, des conditions de travail ou de la formation.
Mais ces difficultés sont aussi parfois réelles et nous montrent l'adéquation entre l'offre et la demande ne se fait pas toujours naturellement, et nous avons donc plus que jamais besoin d'une politique de l'emploi ambitieuse.
Aujourd'hui le chômage n'est plus, en France, un fléau généralisé. Il n'y a plus un, mais des chômages. Dans certains bassins d'emplois, le chômage a atteint le seuil des 5%. Dans d'autres, et notamment dans certaines banlieues, il continue de dépasser les 20, voire les 25% de la population active.
On ne peut plus aujourd'hui comparer le chômage du jeune diplômé ou de l'adulte qualifié, avec celui d'un jeune sans qualification, livré à lui-même depuis son échec scolaire, ou encore avec celui d'un chômeur peu qualifié de 54 ou 55 ans.
Si nous voulons, dans ces conditions, le plein emploi, nous devons nous concentrer sur les personnes en difficulté ce que, dans le jargon social, on appelle les publics les plus éloignés de l'emploi.
Nous savons désormais comment il faut s'y prendre. Depuis 20 ans, les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les régies de quartiers, bref tout ce que l'on appelle les acteurs de l'insertion par l'économique nous ont montré que l'on pouvait rendre aptes au travail ou au retour au travail ceux que le chômage de longue durée avait abîmés ou blessés.
Ils appellent cela créer des sas, des sas pour passer progressivement du chômage de longue durée, au marché du travail « normal. »
Cela demande du dévouement, du temps, de l'accompagnement, et de l'argent.
Oui, il nous faudra tout cela et notamment de l'argent pour réparer les dégâts que 25 ans de chômage de longue durée, avec leurs blessures physiques et psychologiques, ont engendrés.
Pour les Socialistes, permettre le retour au travail des exclus, est à la fois un impératif moral, cela va de soi, et je n'insiste pas tant qu'il est acquis que la justice sociale et le socle de nos valeurs.
C'est aussi un impératif économique. Si nous voulons une société d'initiatives, de créations d'entreprises, et de croissance forte, il faudra bien en finir avec la non qualification et l'exclusion d'une partie de nos concitoyens pour que les entreprises disposent de la main d'œuvre nécessaire.
Enfin, un impératif politique, car chacun sait le lien entre le chômage de longue durée, et l'exclusion d'une part, et l'abstention ou le vote extrémiste d'autre part.
Avec 25 élus et militants Socialistes, dont beaucoup sont dans la salle, nous avons formulé dans une contribution pour ce Congrès plusieurs propositions.
Nous voulons d'abord que tout chômeur ait droit à un conseil et à un accompagnement personnalisé.
Profitons des débats sur le PARE, inspirons-nous du programme « nouveau départ » de l'ANPE, pour permettre leur généralisation à tous les chômeurs.

Nous souhaitons que les entreprises, dont la responsabilité est grande, soient impliquées dans le grand effort d'insertion par le travail qu'il nous faut faire.
C'est pour quoi nous préconisons une véritable obligation d'insérer, dont les modalités techniques ne peuvent être résumées ici, mais dont le coût pourrait être partiellement déduit de l'obligation de formation.
Nous demandons qu'un contrat de retour au travail, inspiré de ce que nous avons fait de mieux en matière d'emplois aidés, je veux dire, les emplois jeunes, soient proposés aux chômeurs de longue durée et notamment aux plus âgés d'entre eux, dont la détresse est souvent immense.
Nous sommes convaincus enfin qu'il nous faut renforcer la formation en alternance, et notamment celle des adultes, qui reste balbutiante.
Toutes ces propositions, nous avons eu le plaisir de constater, avec les signataires de cette contribution, que notre premier secrétaire les avait intégrées dans les pistes de travail de notre Parti et que la ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou était prête à les soumettre à l'exercice de son administration, et à leur expérimentation.
J'ai donc bon espoir, puisque ce Congrès doit d'abord servir à nourrir notre projet pour 2002, que nous puissions, à l'avenir, affirmer que les Socialistes veulent mettre en œuvre un véritable droit au travail.
Ce droit au travail, conçu par les révolutionnaires, il y a plus de deux siècles, intégré au préambule de notre Constitution, dans l'élan de solidarité du lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous devons à présent le rendre effectif.
Jaurès avait vu juste quand il disait « la République ne peut être que sociale. » Mettons en œuvre, chers camarades, sa république sociale ! Merci.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - La parole est à Laurence Rossignol, que Géraud Guibert se prépare.

Laurence Rossignol
Chers camarades, je crois d'abord que le stand de Doliprane devra se situer à l'entrée de la salle, car au bout de deux jours de Congrès, à tourner la tête pour regarder les orateurs, nous allons avoir quelques torticolis. C'est la communication moderne… Il faut s'y plier, mais tout ce que je souhaite, c'est qu'on ne fasse pas le prochain Congrès chacun chez nous, sur Internet, sinon on est mal parti.
Je parle à des gens dont je vois le dos, et dont une autre partie voit mon dos derrière, situation franchement rassurante, mais bon !
Mes chers camarades, ce Congrès est sans doute, de mon point de vue, depuis le Congrès de Bourg-en-Bresse, qui était mon premier Congrès, dans le Parti Socialiste, le plus revigorant que j'ai vécu.
D'abord, ne soyons pas faussement modestes le score de la Gauche Socialiste a atteint 13,5%
(Applaudissements)

Cela vaut d'être donné pour ceux qui se souviennent, lorsque nous étions à Rennes, de 1,5% plus 1%… Du chemin a été parcouru pendant une dizaine d'années !

Alain Vidalies - Je partage complètement tes appréciations du début. Je pense qu'il y a eu une initiative sur le plan technique, qui devait normalement donner de bons résultats.
Après en avoir parlé avec les responsables du Parti, à l'évidence, on ne peut pas continuer dans ces conditions-là.
Je pense à partir de maintenant que les intervenants vont pouvoir venir à la tribune pour parler.
Je te propose immédiatement de venir recommencer ton temps de parole au début. Je crois que cela ne pouvait pas fonctionner comme cela. Merci.

Laurence Rossignol - Merci de cette initiative, cela prouve que dans le détail, au moins, la Gauche Socialiste est utile.
(Sifflements dans la salle)
… Dans le détail… Je suis modeste !
Ce Congrès qui était programmé pour être un Congrès de fait d'enjeux, reconnaissons-le nous-mêmes, qui est un Congrès coincé entre les futures élections municipales et cantonales, avec des militants qui sont beaucoup plus en campagne électorale que tournés vers les échéances internes, est un Congrès tonifiant.
Il est tonifiant pour plusieurs raisons :
La première c'est sans doute qu'il révèle que le Parti Socialiste reste bien connecté à la société française et ce, dans un contexte marqué à la fois par une gestion responsable du gouvernement, des réussites non négligeables sur le plan de la relance économique et de la lutte contre le chômage, mais aussi – et c'est là le paradoxe – marqué par une interrogation croissante des français à l'égard de l'utilité sociale et politique du Parti Socialiste. C'est une interrogation sur notre capacité à redéfinir une nouvelle alternative au libéralisme, alors que l'on sent bien dans la jeunesse, dans les mouvements sociaux, que cette exigence croissante d'alternatives, dans le PS, dans ce Congrès, dans le même mouvement, s'exprime et lorsqu'on totalise les scores obtenus par les motions 2 et 3 qui, chacune, sous des formes différentes, avec leurs idées, ont tenté de développer une orientation alternative, on se rend compte que dans le Parti, au-delà des 27% obtenus par ces motions, parce que j'ai tourné dans les fédérations, j'ai vu les militants et je sais que dans les motions, nombreux sont ceux qui partagent nos préoccupations et nos perspectives, le PS est bien en osmose avec la société Française.
L'exigence d'une alternative au libéralisme existe d'abord et aussi dans nos rangs.
(Applaudissements)
La Gauche est dans une situation paradoxale. D'abord nous sommes de plus en plus tentés de dire « la Gauche est avec nous. »

Le moteur à idées, le conducteur du changement, l'acteur principal de la Gauche plurielle, c'est le Parti Socialiste.
Cette gauche a été capable de démontrer qu'elle pouvait gérer, gouverner, et en même temps, elle est de plus en plus en difficulté pour démontrer qu'elle peut aussi porter un projet d'avenir et répondre aux questions concrètes que se posent les Français.
Nous avons une situation extraordinaire, il n'y a pas de rejet de la Gauche. Nous sommes au pouvoir depuis plus de trois ans, aucun rejet. Nous ne sommes menacés que par l'indifférence… C'est contre cela que nous devons lutter en prouvant que nous pouvons répondre aux questions essentielles.
Première question : pouvons-nous casser les ghettos urbains qui s'enkystent encore malgré la crise économique dans les villes, et qui portent leur lot d'exclusions scolaires, de marginalités, d'insécurité ?
A cette question-là, il nous faudra répondre parce que la dichotomie entre la croissance et la misère devient de plus en plus lourde à porter pour nous.
Deuxième question : pouvons-nous résister à un MEDEF toujours plus arrogant, toujours plus exigeant qui, aujourd'hui, remet en cause le système d'assurance-chômage, et qui demain voudra remettre en cause le contrat de travail ?
Pouvons-nous distribuer les richesses ? Pouvons-nous aussi réduire les profits au profit du développement durable ? Qui sommes-nous ?
C'est cette question-là qui nous est posée aujourd'hui. Où nous situons-nous dans l'histoire de la pensée ? Sommes-nous les arbitres des conflits et des antagonismes sociaux ? Sommes-nous toujours dans le mouvement Socialiste ceux qui représentent l'ensemble des forces qui veulent changer le monde et transformer la société ?
Toutes ces questions-là ne sont pas nées hier. Elles nous taraudent depuis dix ans.
En dix ans, ce qui a changé, c'est que nous sommes de nouveau dans la vague de la résistance au libéralisme, et de l'exigence d'une alternative. C'est nous qui portons cette alternative-là aujourd'hui.
Ce Congrès est un tournant pour le Parti Socialiste, il doit impulser une nouvelle dynamique ouverte aussi bien dans le Parti Socialiste qu'à l'extérieur du Parti Socialiste, à tous ceux qui veulent résister et construire.
Le message de ce Congrès est : vous êtes de Gauche, vous voulez changer la société et c'est au Parti Socialiste que cela se passe.
Le Parti Socialiste, c'est la société française.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci, Laurence.
La parole est à Géraud Guibert, qu'Alain Vidalies se prépare.

Géraud Guibert
Mes chers camarades, vache folle, Erika, Ievoli Sun, effet de serre, pollution de l'air, nitrates, OGM, la liste est longue des crises environnementales au cœur de l'actualité de ces derniers mois.

Il y a là, à l'évidence, une évolution profonde dont nous devons prendre toute la mesure.
Le risque sanitaire qui ne peut jamais être totalement nul, est légitimement considéré aujourd'hui comme insupportable, surtout si on a l'impression de ne pas pouvoir en avoir la maîtrise.
Il y a surtout, et cela doit nous interpeller, nous, Socialistes, une contestation de plus en plus forte, à travers ces thèmes des effets pervers du libéralisme, et du productivisme où l'argent est roi, et qui l'emporte sur la prévention et la précaution et où les multinationales veulent imposer leur loi au détriment de la sécurité.
Ce combat, il est pleinement le nôtre. C'est pourquoi nous ne devons pas hésiter à l'afficher clairement, sans hésitation. Oui, notre position d'aller vers l'interdiction des farines animales, ni nouvelle, ni récente, nous la demandons au niveau européen, mais encore fallait-il au préalable en décider des modalités d'application !
Oui, nous voulons, sur les changements climatiques, un accord volontariste et contraignant qui oblige enfin les Etats-Unis, premier pollueur de la planète, à prendre des mesures contraignantes sur les gaz à effets de serre.
Oui, nous souhaitons que le moratoire sur la culture des OGM soit pleinement respecté et appliqué dans notre pays.
(Applaudissements)
Nous ne devons pas laisser à la justice le dernier mot sur la nature des textes réglementaires pour formaliser ces interdictions nécessaires.
Oui nous refusons enfin la logique du tout camion qui encombre, pollue, tue, assourdit, et détruit.
(Applaudissements)
Certains, à Droite, sur ces sujets, ont le zèle des convertis. Je pense à Chirac à La Haye, qui, en paroles, est plus écologiste que les écologistes.
On se dit que le syndrome de la farine animale a encore frappé. Quand on voit les éminents défenseurs de la nature, je ne sais pas si vous avez vu, ce spectacle, mais quand on voit Mme Alliot-Marie, ou Jean-Louis Debré, affirmer sans rire que le programme français d'économie d'énergie aurait un retard insupportable, eh bien, on se dit que la nature est vraiment bonne mère de tolérer de tels admirateurs.
Pour nos alliés Verts, ces sujets sont en revanche des éléments clé de leur identité. C'est pourquoi nous devons préciser nettement, à la fois, les convergences et aussi ce qui nous distingue par rapport à d'autres sur ces sujets et qui peut se résumer en une phrase : pour réussir durablement une politique efficace de l'environnement, il faut qu'elle intègre le développement économique et la cohésion sociale.
Ceci signifie concrètement que nous ne sommes pas des tenants du "y a qu'a" et du "faut qu'on". Dans toute activité humaine, il y a des inconvénients et des risques, d'où l'importance d'étudier toutes les modalités et toutes les conséquences avant d'arbitrer comme nous le montre la crise de la vache folle. Nous ne sommes pas de ceux qui disent non à tout, ce qui revient à dire non au

Fondation Jean-Jaurès

progrès. Ce que nous voulons, c'est un progrès maîtrisé, réducteur des inégalités. Autant, nous devons être fermes sur le moratoire sur les OGM, autant, nous devons promouvoir la recherche dans ces domaines.
Enfin, les moyens utilisés dans le domaine de l'environnement doivent être cohérents avec notre volonté de réduire les inégalités sociales. C'est pourquoi nous refusons l'alimentation à deux vitesses qui nous menace en permanence, c'est pourquoi nous refusons que la fiscalité sur l'essence soit un instrument prioritaire, et d'ailleurs, en grande partie inefficace pour lutter contre l'effet de serre.
C'est pourquoi nous préconisons la constitution d'un véritable service public de l'environnement, garantissant à tous l'accès dans de bonnes conditions à des biens publics essentiels.
Ces sujets traduisent aussi l'importance (et je crois que dans le débat que nous allons avoir dans ce Congrès, nous devons l'avoir en tête) pour nos concitoyens de préserver les chances des générations futures et l'avenir de nos enfants.
Je n'entends pas beaucoup de débats dans notre Parti sur ces questions et surtout, je pense que nous devons en méditer les conséquences diverses.
Pour les libéraux sur ces sujets, les choix sont simples : pour faire face aux enjeux de long terme, il faut faire confiance aux mécanismes de marché et la préparation de l'avenir est une démarche qui est d'abord individuelle face aux placements financiers et à l'héritage.
Nous devons avoir, nous Socialistes, au cœur de nos différentes politiques, le souci de la solidarité entre les générations. Ceci suppose en particulier, et même si cela ne fait pas plaisir, d'éviter de laisser à nos successeurs un système éducatif insuffisamment adapté, un système sanitaire insuffisamment performant, des déficits publics excessifs et non financés, des retraites non garanties, une planète menacée.
Nous devons donc privilégier les initiatives qui, à la fois, confortent le présent et préparent l'avenir. Seuls une solidarité et un développement durable donnent un vrai sens et une vraie portée à notre projet sur la base d'une action volontariste des pouvoirs publics. A nous d'en faire une vraie priorité.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci Géraud.
Alain Vidalies et se prépare Henri Weber.

Alain Vidalies
Lorsque nous avons décidé, avec Henri Emmanuelli et Christian Bataille, de déposer la motion 3 « Démocratie et Egalité », notre objectif n'était pas simplement de faire vivre le débat, même si je considère que notre capacité à débattre reste un élément fort d'attractivité du Parti Socialiste. Notre objectif, la raison d'être de notre motion, était d'abord politique : notre engagement, notre histoire, nos valeurs s'inscrivent dans les démarches du Socialisme démocratique. La conviction que la démocratie et l'égalité sont indissociables a toujours été au cœur de notre identité et quand les errements du léninisme ont

bafoué la démocratie, des hommes et des femmes ont su se lever et maintenir le flambeau du Socialisme et de la démocratie.
Mais qui peut, aujourd'hui, ignorer la crise d'identité de la sociale-démocratie ? Face au capitalisme financier mondialisé, qu'avons-nous à opposer, quelles sont nos valeurs communes ?
A l'évidence, le ver est dans le fruit.
Le social libéralisme gangrène la sociale-démocratie et il est grand temps que tous ceux qui, en Europe, refusent cette défaite se ressaisissent et se rassemblent.
Notre Parti a un rôle majeur à jouer pour redonner espoir à tous ceux qui, dans le monde, n'acceptent pas de passer sous les fourches caudines du capitalisme financier. Evidemment, la condition première est que nous ne soyons pas nous-mêmes absorbés par cette dérive. Lorsque la France se retrouve vice championne du monde pour le volume des stock options, lorsque l'épargne salariale est présentée comme un outil de répartition des fruits de la croissance, lorsque nous baissons le seul impôt progressif, et notamment la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, n'avons-nous pas déposé les armes ? (Applaudissements)
Non, je ne crois pas que notre objectif soit de parvenir à une société de partenaires, formulation idéologique bien hasardeuse qui apparaît pour la première fois dans un texte du Parti Socialiste. Oui, je crois qu'il y a des intérêts contradictoires fondamentaux entre les salariés et le capitalisme financier et la seule issue dans l'économie libérale est de créer un rapport de force qui permette de parvenir au meilleur compromis social possible.
Cela dépend d'abord de la mobilisation des forces sociales que nous représentons, mais aussi de notre capacité à rester, nous le Parti Socialiste, la traduction politique des aspirations au changement par l'expression du suffrage universel, seule source de légitimité.
(Applaudissements)
La démocratie, l'égalité, le lien avec le mouvement social, le débat idéologique, n'est pas un plaisir auquel se livreraient quelques Socialistes archaïques. Il est au contraire d'une actualité brûlante et il est nourri par le MEDEF dont l'offensive, sous le sceau de la re-fondation sociale, mérite une réponse forte et claire.
A la re-fondation sociale, nous devons opposer la démocratie sociale. (Applaudissements)
Pour quelle raison la démocratie s'arrêterait-elle à la porte des entreprises ?
Nous proposons qu'une grande loi sur la démocratie sociale concrétise notre aspiration. Elle permettrait de délimiter clairement le domaine de la loi et du contrat, de préciser le contenu, le mode de fonctionnement des organismes paritaires que, par un raccourci fulgurant, certains rattachent à l'histoire du Socialisme, de donner de nouveaux pouvoirs aux comités d'entreprises et aux délégués du personnel, notamment en matière de contrôle des abus pour le recours aux emplois précaires.
(Applaudissements)

J'observe, avec satisfaction, que toutes les motions se réfèrent, avec plus ou moins de vigueur, au principe majoritaire pour la validation des accords collectifs.
(Applaudissements)
Mais alors, comment comprendre que nous approuvions ici quasi unanimement ce principe et que l'on puisse donner l'agrément à l'accord minoritaire sur l'UNEDIC ?
(Applaudissements)
Cette contradiction relève de l'évidence et nous proposerons un amendement qui permettra de concrétiser nos aspirations communes, du moins telles qu'elles ressortent des textes.
Nous proposerons également un amendement sur la question centrale de l'Europe, le débat entre nous sur cette question doit être clair. A l'heure de la monnaie unique, de l'abolition des frontières, du transfert des compétences des domaines fondamentaux comme l'économie, le cadrage budgétaire, l'environnement, la question n'est plus de savoir si l'Europe sera fédérale ou pas, la seule vraie question sera de savoir si l'Europe fédérale sera démocratique ou pas.
(Applaudissements)
La construction européenne est un grand dessein qui ne réussira que si les citoyens sont directement associés à son fonctionnement par un processus démocratique. Nous sommes favorables à un gouvernement européen issu de la majorité du Parlement européen et responsable devant lui. Le démantèlement des services publics au nom du droit à la concurrence, les dérégulations en tous genres au risque de renforcer les catastrophes pour l'environnement ou dans le domaine alimentaire, la référence systématique à la nécessité de la flexibilité ou de l'employabilité, sont autant de constats que cette Europe est totalement imprégnée du libéralisme que nous combattons.
La sociale-démocratie européenne est largement responsable de cette évolution dès lors qu'en son sein, le social libéralisme s'exprime au grand jour.
Jouant quasiment à front renversé, les plus proches dans notre parti de la thématique sociale libérale nous imposent à leur tour le risque d'être soumis à cette domination pour justifier le statu quo, l'arrêt au milieu du guet que constitue la préférence à la fédération d'états nations. Mais, mes camarades, les citoyens ignorent en grande partie les mécanismes de la construction européenne. La plupart d'entre eux n'ont même pas enregistré que c'est la Droite qui avait gagné les dernières élections européennes, ils continuent à demander des comptes à leurs parlementaires nationaux dans des domaines qui échappent à leurs compétences. Le comble est probablement atteint lorsque dans quelques jours, le Parlement français, d'un seul coup, va devoir intégrer dans le droit national, cinquante directives sous la menace d'une condamnation de la Cour européenne de justice. Militer pour donner à l'Europe des institutions démocratiques, c'est redonner du sens au combat politique.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Alain, on a un horaire à respecter.

Alain Vidalies - Nous serons peut-être minoritaires dans ce combat européen, mais c'est par définition le risque à courir en démocratie, surtout que nous pourrions alors redonner un sens et un contenu au Parti des Socialistes européens, car c'est aujourd'hui à l'évidence au sein du PSE que nous devons porter le débat qui nous anime.
Sur la question de l'emploi, je crois qu'aujourd'hui, en plus des résultats et des lois que nous avons votées ensemble, il y a la question de la modification des cotisations patronales et l'assiette des cotisations patronales en ajoutant la valeur ajoutée au salaire, ce que certains résument, ce qui n'est pas totalement exact, par "l'impôt machines". Faire payer les machines nous paraît être aujourd'hui, pour continuer notre action collective pour l'emploi, une réponse beaucoup plus forte que les espoirs d'assouplissement de la loi sur les 35 heures.
Je sais bien que certains évacuent l'ensemble de nos propositions sous le label de l'archaïsme, mais nous n'avons aucune leçon de modernité à recevoir, surtout lorsqu'elles se conjuguent avec la soumission à l'idéologie dominante.
La modernité aujourd'hui, c'est de retrouver la notion de service public pour l'accès des nouvelles technologies de communication à tous et d'abord à tous les élèves, que demain, aucun enfant ne puisse avoir sa vie professionnelle, son épanouissement personnel obéré parce que, dans son école ou dans sa famille, il n'avait pu avoir accès à ces techniques.
Nous souhaitons que l'ensemble du Parti se retrouve sur cette proposition forte qui, grâce à l'engagement de l'Etat, du service public, assurera l'égalité des chances.
La dynamique, l'objectif même d'un Congrès, est de parvenir à une synthèse politique. L'objectif, naturellement, c'est la ligne du Parti tout entier et non le rassemblement minoritaire qui, à ce stade, ne serait pour nous qu'une stratégie de renoncement.
Bien sûr, chacun a pu relever qu'il existait une proximité idéologique entre la motion 2 et la motion 3. Je souhaite qu'elle se concrétise d'abord par la prise en compte de ces 27% des voix dans la recherche d'un nouvel équilibre dans le Parti.
C'est maintenant à la direction du Parti, à la motion majoritaire, de dire si elle compte prendre en considération cette expression forte issue du vote des militants. J'ai la conviction que, pour affronter les échéances électorales futures, pour engager vigoureusement le débat dans la sociale-démocratie européenne, nous avons besoin d'un Parti Socialiste rassemblée.
Nous y sommes prêts, mais sur des bases claires, porteuses de ce que nous sommes : des Socialistes.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci, Alain.
La parole est à Henri Weber. Harlem Désir se prépare.

Henri Weber

Mes chers camarades, dans les cinq minutes qui me sont imparties, je ne pourrai pas répondre à l'ensemble de l'intervention de notre excellent ami Alain Vidalies ; ce n'est pas l'envie qui m'en manque, mais l'occasion se représentera. Je me limiterai à deux points.

Le premier a trait à notre croissance.

Notre performance dans ce domaine, mes chers camarades, ce n'est pas seulement d'avoir su renouer avec une croissance forte et durable, une croissance supérieure à 3%, ce n'est pas seulement d'avoir contribué à créer 1 300 000 emplois et d'avoir fait reculer le chômage de 800 000 personnes. D'autres, ailleurs, peuvent se prévaloir de résultats approchants. Notre performance, mes chers camarades, c'est d'avoir fait tout cela en préservant et en augmentant le pouvoir d'achat des salariés et en accroissant leurs droits économiques et sociaux, c'est d'avoir fait tout cela en même temps que la couverture médicale universelle, la loi contre les exclusions, les 35 heures et tant d'autres mesures, réformes et lois sociales importantes.

On nous expliquait, à Droite en particulier, que c'était impossible, que nous allions droit dans le mur si nous persistions dans cette chimère.

Eh bien ! Nous avons réussi à la fois à atteindre ces deux objectifs et nous avons en cela prouvé, mon cher Alain Vidalies, que ce qui fait l'essence de la sociale-démocratie en Europe demeure la capacité de lier l'efficacité économique et le progrès social, culturel et démocratique, la capacité de lier la modernisation et la solidarité.

Cela, nous l'avons fait en appliquant non pas une politique sociale libérale mais en nous inspirant d'une politique Keynésienne et sociale-démocrate, en relançant la demande, en relançant l'offre, en intervenant de façon volontariste.

La Droite libérale et conservatrice, qui doutait de la capacité de réussir cette équation, explique aujourd'hui sottement et de façon répétitive que s'il en est ainsi, c'est principalement parce que nous bénéficions de la conjoncture internationale. La conjoncture internationale a été bonne fille, reconnaissons-le, mais nous ne sommes pas les seuls en Europe à en bénéficier, les Allemands en ont bénéficié, les Anglais en ont bénéficié, les Italiens en ont bénéficié, il n'empêche que, par rapport à ces pays, qui sont nos partenaires et nos concurrents, notre croissance est substantiellement plus forte et cette différence tient justement à cette stratégie économique volontariste dont nous avons été capables et qu'il nous faut aujourd'hui prolonger en l'ajustant.

Il faut la prolonger car notre croissance reconquise demeure vulnérable.

Elle est vulnérable aux chocs extérieurs, on l'a bien vu en septembre avec le choc pétrolier et on le voit encore ; on le verra peut-être demain avec l'éclatement de la bulle financière.

Elle est vulnérable aussi en raison de certaines de nos faiblesses internes, les insuffisances de notre système de formation professionnelle, par exemple, ou notre retard dans la maîtrise des nouvelles technologies.

Pour soutenir et pérenniser notre croissance, il faut, comme nous le faisons depuis juin 1997, tenir les deux bouts de la chaîne, il faut agir à la fois sur la

demande et sur l'offre, il faut stimuler la demande des ménages en augmentant leur pouvoir d'achat, d'abord par la création massive d'emplois (il n'y a rien qui augmente davantage le pouvoir d'achat d'une famille que le retour à l'emploi d'un de ses membres chômeurs), ensuite par la baisse des impôts, baisse inversement proportionnelle au revenu et baisse qui restituera aux smicards, comme vous le savez, l'équivalent d'un 13ème mois, par l'augmentation maîtrisée des salaires, des retraites, des minima sociaux, par l'ouverture des nouveaux droits qu'a évoqués tout à l'heure Marisol Touraine.
Il faut simultanément encourager l'offre des entreprises en créant un environnement juridique, fiscal, culturel favorable à l'initiative et à l'innovation.
Dans un pays comme le nôtre, il est absurde d'opposer les politiques de soutien à la demande, réputées de Gauche, et les politiques de soutien à l'offre, prétendument de Droite, car stimuler la demande quand n'existe pas une offre suffisante en face, c'est travailler pour l'importation et creuser le déficit commercial.
Cette vulnérabilité de notre économie, mes chers camarades, nous impose par ailleurs de respecter là aussi comme ailleurs le principe de précaution qui, comme chacun sait, n'est pas un principe de passivité mais bien un principe d'action. Nous ne sommes pas à l'abri d'un retournement de conjoncture comme celui que nous avons connu en 1991 après quatre années de croissance forte.
Si nous limitons à 0,3% l'augmentation de la dépense publique, si nous nous efforçons de réduire nos déficits, notre endettement, c'est aussi pour être capables de faire face à un tel retournement, s'il survenait.
C'est le propre de la politique sociale-démocrate, mes chers camarades, que d'exploiter, que de mettre à profit les phases d'expansion, les phases de croissance, pour recharger toutes les armes contra cycliques afin d'être capable de faire face à un retournement de conjoncture et d'amortir une dépression.
Cela, nous devons nous en préoccuper également.
Pérenniser notre croissance (et ce sera mon second point), c'est aussi rattraper notre retard dans les nouvelles technologies.
Pour la première fois de notre histoire, une révolution industrielle a lieu dont l'épicentre ne se situe pas en Europe, et encore moins en France, mais aux Etats-Unis et sur le pourtour du Pacifique. Notre pays est la 4ème puissance économique et commerciale du monde, mais il se trouve au 10ème rang seulement pour l'utilisation de l'Internet. Il y a quinze ans, l'Europe était leader dans les biotechnologies, aujourd'hui elle se voit devancée par les Etats-Unis dans un rapport de 1 à 5.
Cette situation est préoccupante car là se joue l'avenir. Notre indépendance politique, notre prospérité économique, notre rayonnement culturel sont directement liés à notre capacité à maîtriser et développer ces nouvelles technologies et ces nouvelles activités.
Mais ce retard n'a rien d'irréversible. Il peut être rattrapé, et au-delà, comme le montre l'exemple des pays scandinaves qui ont su se porter à la pointe de la nouvelle révolution technologique dans les télécommunications, donc dans l'Internet. Il faut, pour cela, renforcer sensiblement notre effort de recherche,

inciter davantage les chercheurs à passer des laboratoires aux entreprises, développer des technopoles où coopéreront universités de pointe, grandes écoles, centres de recherche et entreprises innovantes. Nous devons développer le capital-risque, toutes les mesures d'incitation fiscale favorables à la création et au développement des entreprises que notre législation a déjà mises en place.
Mes chers camarades, une des leçons majeures que nous devons tirer de ces trois ans et demi de gouvernement, c'est que le Socialisme moderne doit se préoccuper autant des conditions générales de la production que de la répartition, car sans croissance forte et durable il n'y a pas de redistribution sociale possible. La croissance est une réalité trop incertaine pour être abandonnée aux seules forces du marché, elle a besoin d'être consolidée, amplifiée, pérennisée par l'action des pouvoirs publics et des partenaires sociaux. C'est ce que notre gouvernement a fait avec succès depuis juin 1997, c'est ce que nous devons continuer à faire au cours des prochaines années sur une plus vaste échelle encore.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Harlem Désir.
Se prépare Alain Bergougnoux.

Harlem Désir
Chers camarades, d'abord je voudrais dire que dans ce Congrès je crois qu'il n'y a pas d'un côté ceux qui veulent témoigner et, de l'autre, ceux qui veulent peser. Je crois que les camarades de la Gauche Socialiste et moi-même, nous n'avons aucune vocation particulière à rester enfermés dans je ne sais quelle tour d'ivoire ou à nous distinguer pour le plaisir de dire que nous serions les plus purs. Je crois que, nous aussi, nous voulons que le Parti se rassemble, nous voulons que nos débats soient efficaces, nous voulons que ce qui s'est exprimé soit entendu. Il n'y a pas 10 250 militants du Parti qui voudraient rester à l'écart, et quels militants ? D'ailleurs, dans nos fédérations, quand les batailles électorales sont engagées, je crois qu'ils ne sont pas les derniers à prendre les pots de colle et les paquets de tracts.
Alors, oui, nous voulons que dans ce Congrès puisse s'opérer un rassemblement, mais sur des bases solides, sur des bases claires, pour autant que ce soit possible, et il faudra l'explorer tout au long de nos débats, des bases qui prennent en compte effectivement, comme l'a dit tout à l'heure Alain Vidalies, ce qui s'est exprimé au travers du vote de 27% des militants, mais aussi, comme on a pu le constater souvent dans nos débats, au sein de nos fédérations, à entendre de nombreux camarades qui ont voté pour la motion 1, une volonté de rééquilibrage à Gauche.
C'est pourquoi il y a un certain nombre de questions sur lesquelles je crois qu'il faut que nous puissions avancer au cours de ces trois jours.
Je voudrais en évoquer rapidement trois.
La première, qui est au cœur de la question de la répartition des fruits de la croissance, est la question des salaires.

Bien sûr, l'emploi est une priorité et doit le rester ; je crois que ce n'est pas à ceux qui se sont battus pendant des années, de Convention en Congrès, pour les 35 heures sans réduction de salaire, qu'il faut le dire. Mais on ne peut opposer les salaires et la création d'emplois, y compris parce que ce qui a fait la particularité de la relance en France depuis 1997, par rapport à d'autres pays européens, je crois que c'est bien l'accent qui a été mis sur la relance de la demande intérieure, sur la relance du pouvoir d'achat.

Alors, est-ce que oui ou non, la croissance qui a, quels que soient les éléments de fragilité ou les revers passagers qui pourraient se manifester dans les temps qui viennent, est bien là et a permis aux entreprises françaises de réaliser sur le premier semestre de l'année 2000 autant de bénéfices que sur l'ensemble de l'année 1999, qui était déjà une très bonne année, est-ce que oui ou non cette croissance va se traduire par un rééquilibrage en faveur des salariés ?

Je crois que c'est la question qui nous est posée dans le pays et un certain nombre d'indicateurs ont été clairs dans ce sens ces derniers temps. (Applaudissements)

Nous ne pensons pas que l'épargne salariale soit la réponse. Nous pensons que c'est au profit des salaires que doit fonctionner la nouvelle donne économique, y compris (je ne développerai pas, mais Henri a évoqué le principe de précaution) parce que nous pensons qu'il est bon concernant l'avenir des retraites et qu'il peut y avoir rapidement un dérapage entre ce système de l'épargne salariale et des systèmes de comptes pensions. Effectivement, vu les fragilités des marchés financiers ou le risque qu'il y aurait à indexer les rémunérations des salariés sur les résultats de leurs entreprises, nous pensons que, par principe de précaution, il n'est pas sage aujourd'hui de privilégier l'épargne salariale.

(Applaudissements)

C'est vrai, le gouvernement ne fixe pas les salaires dans le privé, mais il n'est pas non plus dépourvu de moyens et dispose d'un certain nombre de leviers en fixant le niveau du SMIC, en étendant ou non les conventions aux branches, en majorant plus ou moins les heures supplémentaires, en faisant évoluer les rémunérations dans le public.

C'est pourquoi il doit poser aujourd'hui aux côtés des salariés dans une conférence tripartite annuelle qui doit enfin être convoquée. Je crois que c'est d'autant plus nécessaire au moment où le MEDEF prend prétexte des 35 heures pour imposer le gel des salaires, c'est-à-dire en fait la régression du pouvoir d'achat.

Deuxième question : la démocratie sociale, le statut des salariés, celui des chômeurs car, derrière la réforme de l'UNEDIC, derrière le re-fondation sociale effectivement ce dont il est question c'est de maintenir les éléments de pression et de précarité qui ont pesé sur le salarié pendant la période de crise, c'est d'empêcher que ne se créent, au fur et à mesure qu'on retourne au plein emploi, de nouveaux rapports de forces qui soient plus favorables aux salariés.

La démocratie, même sociale, ce ne peut pas être la loi d'une minorité qui s'impose à l'ensemble des salariés contre la volonté de leurs représentants, contre la volonté de deux des plus importantes confédérations syndicales.

Oui ou non, et c'est une question qu'il faudra traiter dans ce Congrès, sommes-nous prêts à appliquer le principe de majorité pour l'UNEDIC comme pour l'ensemble de la convention collective ?
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Peux-tu conclure s'il te plaît ?

Harlem Désir - Je conclurai par cette troisième question : l'Europe, sans développer. Oui ou non voulons-nous engager la réorientation sociale et démocratique de la construction européenne ?
Comment pourrions-nous, demain, mener à bien en France une politique de conquête sociale de redistribution, de développement des services publics s'il règne en Europe le dumping social, la concurrence sociale entre Etats ?
Comment permettre aux citoyens de se saisir des enjeux européens si l'on en reste à des institutions opaques, incompréhensibles aux citoyens, mais ouvertes à tous les lobbies où ce sont les organes qui ont le plus de pouvoir : la Banque centrale, la Commission, la cour de justice qui ont le moins de comptes à rendre au citoyens ?
Oui, nous sommes en faveur d'une Constitution européenne, d'un gouvernement européen responsable devant le Parlement.
Oui, il faut un moratoire sur la libéralisation des services publics en particulier pour ceux qui sont dans l'œil du cyclone comme la Poste tant que nous n'aurons pas une directive sur les services publics en Europe.
Il faut lancer ce traité social européen d'harmonisation des droits sociaux avec un calendrier précis qui permette d'arriver par branche à un salaire minimum européen, à des droits sociaux et syndicaux reconnus pour tous.
Il faut une charte plus ambitieuse des droits fondamentaux. Ils constituent un socle de droits intégrés au traité et qui correspondent à une avancée.
Voilà quelques-unes des questions. Je ne reviens pas sur celles que Laurence a évoquées. Nous pensons qu'elles doivent être débattues et nous voudrions que le Congrès puisse marquer, les concernant, des avancées pour que notre projet, celui sur lequel nous voulons rassembler les Français pour les échéances de 2002 permette à la nouvelle donne économique de déboucher sur une nouvelle donne sociale.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci.
Alain Bergougnoux.

Alain Bergougnoux
Mes chers camarades, je crois que le débat se précise puisqu'une grande part de notre Congrès tourne autour d'une interrogation : quelle politique menons-nous ? Est-elle suffisamment à Gauche ? On a même entendu des porte-parole, pro motions 2 et 3, parler de dérive sociale libérale.

Ce qui m'a frappé dans les débats de ce Congrès, c'est à peu près l'ignorance des réalités européennes et des réalités mondiales, ignorance plus ou moins volontaire. Car, enfin, que faisons-nous, qu'avons-nous fait de cette croissance dont nous sommes en partie responsables ? Nous l'avons utilisée pour créer des emplois en nombre de manière volontariste, nous l'avons utilisée pour conforter l'Etat et les services publics, nous l'avons utilisée pour prendre des mesures fiscales favorables aux bas revenus et nous avons parallèlement continué de taxer les revenus du capital alors que, partout en Europe, c'est la politique inverse qui est menée.

Parler de libéralisme, c'est ôter tout sens au mot car les politiques libérales aujourd'hui en Europe, c'est quoi ?

Ce sont des politiques de déréglementation sociale et sans doute le MEDEF serait surpris d'entendre dire que les lois des 35 heures sont des lois qui déréglementent le travail.

Les politiques libérales en Europe, c'est quoi ?

Ce sont des politiques qui diminuent l'emploi public ; nous l'augmentons.

La résistance contre le libéralisme, mes chers camarades, c'est ce que nous faisons. La résistance contre le libéralisme, c'est surtout la réussite de ce que nous faisons car rien n'est plus facile que d'échouer.

Il suffit de lire par exemple, ce qu'Harlem Désir disait juste avant moi, le texte de la motion 2 : toutes les recettes y sont. On augmente les dépenses publiques de quelques centaines de milliards, on diminue les recettes d'a peu près autant, et on augmente l'endettement. Et ne voyez pas dans ce que je dis un propos polémique, c'est la simple lecture du texte !

(Remous)

Les textes sont toujours plus instructifs qu'on ne le croit lorsqu'on prend la peine de les lire.

Alors, que devons-nous faire maintenant ?

Nous devons continuer dans le même sens en allant au-delà. La priorité, c'est le retour au plein emploi. C'est l'objectif principal de ce que doit être le contrat social que nous devons nouer avec les Français.

En 1997, il fallait rétablir la confiance et amorcer la décrue du chômage. En 2000 et 2002, il faut maintenir la confiance et vaincre le chômage. La barre est beaucoup plus haute. Comment la franchir dans une conjoncture économique qui pourrait être moins favorable ?

Je dirai en peu de mots qu'il y a toutes les priorités nécessaires dans la motion 1 pour franchir cette barre et maintenir la confiance du pays. Je n'en citerai que quelques-unes unes : répartir mieux encore les charges fiscales et plus justement, continuer de faciliter le passage du RMI à l'activité en instaurant l'équivalent d'une allocation compensatrice de revenus, donner une priorité nationale à la formation professionnelle pour faire face aux difficultés dans certains secteurs, aider la création d'entreprises à un moment où la demande est plus forte, rénover et conforter les services publics qui participent à l'attractivité et à la compétitivité du pays.

Cette politique économique et sociale se fixe des fins qui sont celles de la Gauche : la croissance, l'emploi pour tous, le pouvoir d'achat, la puissance économique.
C'est une politique volontariste qui s'appuie sur le rôle de l'Etat, un Etat stratège qui prépare l'avenir, qui investit et qui protège. Il ne faut, à aucun moment, séparer la production de la redistribution. Nous menons une politique de régulation efficace, adaptée aux conditions d'aujourd'hui.
Troisième idée que je voudrais développer d'un mot : nous devons, dans les années qui viennent, créer les conditions d'un meilleur dialogue social car beaucoup des réformes qui sont nécessaires ont besoin d'un dialogue social. Sans ce dialogue social, sans négociation, ces réformes sont souvent éludées. Changer le réel passe aussi par l'engagement des acteurs, la négociation sociale et le conflit lorsque c'est nécessaire.
C'est pour cela que nous ne pouvons pas nous contenter d'adopter une attitude défensive devant le projet éminemment politique dit de re-fondation sociale annoncé par le MEDEF.
Ce projet, en effet, tend à scinder la société en deux, à opposer le tout paritaire au tout Etat. C'est la fausse opposition par excellence, et dans le texte de la motion 1 ainsi que dans le texte de la motion 3, nous avons des principes qui permettent de proposer un projet non pas de re-fondation sociale mais de véritable démocratie sociale.
Que faut-il faire ?
Trois principes sont à travailler ensemble :
Etablir une délégation de gestion plus claire pour les acteurs sociaux dans les institutions sociales sur la base d'orientations politiques concertées, débattues et votées par le Parlement.
Redéfinir les articulations entre la loi et la négociation en réservant la possibilité d'accords contractuels aux accords signés par un ou plusieurs syndicats représentant une majorité de salariés.
Discuter et mettre en œuvre de nouvelles règles de représentativité fondées sur l'élection pour tous les syndicats.
C'est un chantier majeur, et nous l'avons bien senti dans les derniers mois. Nous avons besoin d'une démocratie sociale forte : la politique en a besoin, les travailleurs en ont besoin, ne laissons pas le MEDEF fixer les termes du débat.
Chers camarades, je dirai que nous menons une politique cohérente qui réalise déjà une synthèse de ce qui peut être fait dans le Socialisme européen.
Nous sommes le gouvernement le plus à Gauche de toute l'Europe, et il suffit de comparer toutes les expériences politiques et tous les bilans politiques.
Nous menons une politique qui est porteuse d'avenir. Je pense que nous devons affirmer ce que nous sommes, c'est une condition pour une synthèse véritable.
(Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci Alain.
Jean-Christophe Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadélis

Réformer, unir, construire un modèle original : tels sont les trois repères perceptibles que le Parti Socialiste porte depuis le Congrès de Brest.

Réformer, unir, reconstruire un modèle original : tels sont les trois principes qui doivent nous animer dans les deux ans à venir où nous continuerons à gérer la France tout en affrontant par trois fois le suffrage universel.

Réformer, n'est-ce pas principalement ce qui nous distingue de Jacques Chirac ?

Souvenons-nous, il y a de cela quatre ans, la France était en crise. On évoquait la dépression française. Plus, l'actuel Président de la République avec son Premier ministre, Alain Juppé, déclarait les Français inaptes à la réforme.

Ce que l'on retiendra au-delà de la réduction du chômage, c'est la capacité à réformer la société française, non à l'adapter à l'exigence de la mondialisation, mais à trouver le chemin d'une modernité portée par tous, qui soit synonyme de progrès et non de régression.

Nous avons déjà marqué la France par des choix politiques forts : 35 heures, emplois jeunes, CMU, PACS, police de proximité, notre politique à réhabiliter le réformisme en nette rupture avec la pensée unique sociale libérale des précédentes décennies. Cet esprit de réforme s'est exercé en temps de crise, il doit s'accomplir aujourd'hui dans une croissance hétérogène que nous devons veiller à rendre durable.

Mais ces temps nouveaux induisent une double demande : l'émergence d'une culture de sortie de crise alors qu'une partie de notre électorat n'est pas encore dans la croissance. Et comme si cela n'était pas suffisant, nous vivons en plus une métamorphose de la question sociale.

Le temps n'est plus où la centralité de la Gauche reposait essentiellement sur la question de la contradiction entre le capital et le travail. Non pas que la question sociale ait perdu de son sens et de sa pertinence, mais le champ de la pensée politique, lui aussi se renouvelle à l'aune des préoccupations multiples de nos concitoyens : sécurité sanitaire, sécurité alimentaire, sécurité maritime, sûreté nucléaire, conditions d'accès aux différents réseaux et à leurs données, maîtrise de la révolution biologique… Autant de questions de société où s'entremêlent liberté individuelle et ordre public, sphère privée et appartenant à la collectivité, autonomie, solidarité, économie de marché et démocratie.

Il y avait des classes sociales et des consciences de classes ; il y a aujourd'hui des appartenances sociales et des consciences citoyennes.

Conduire un réformisme conséquent dans ces conditions nécessite un parti uni mais aussi une Gauche plurielle rassemblée.

L'unité, unir, rassembler : il n'y a pas là une simple posture mais une nécessité stratégique. Plus le pays est en mutation, plus les exigences sont contradictoires, plus la demande est multiforme, plus l'unité, la cohérence et le repère sont nécessaires.

De l'autre côté, la Droite est toujours sociologiquement majoritaire. Son agitation, ses clivages réels ou supposés, ses querelles de personnes, son absence d'alternative, de cohérence, rendent le pays dubitatif sur sa capacité à présenter une alternance.

La crédibilité du Président de la République à conduire une politique dans la continuité a été durablement entamée. Les Français n'oublieront pas qu'il s'est fait élire contre la fracture sociale et a gouverné en l'aggravant.
La popularité de M. Chirac dans les sondages s'explique davantage par le respect dû à la fonction qu'à une adhésion à sa personne. Aujourd'hui, c'est bien davantage la présidence qui protège le Président que le Président qui valorise la présidence.
(Applaudissements)
Face à la désunion maladive de la Droite et à l'absence de cohérence de son chef, la coalition de Gauche que nous avions construite avec nos partenaires de la Gauche et les écologistes est un atout pour transformer le pays, un point gagnant dans la bataille électorale. Mais cette union doit aussi se construire ou se reconstruire dans la nouvelle donne.
Certes, la Gauche plurielle évolue désormais dans un cadre de pensée convergeant, même si la lecture ou les présupposés et peut-être même, pourquoi pas ? Les finalités annoncées ne sont pas équivalentes.
Nous allons devoir déployer notre unité dans un cadre nouveau. Nous avons gouverné ensemble et nous sommes candidats à le faire de nouveau. Nous avons transformé la France et nous nous sommes transformés. Notre action future, que nous devons codifier dans des engagements communs, ne vise plus seulement à défendre les intérêts d'une classe sociale en particulier mais à chercher à être en phase avec une base sociale dont les intérêts sont bien plus larges que ceux de telle ou telle catégorie. C'est aussi cela la nécessité de la Gauche plurielle : la construction d'un modèle politique original, d'une spécificité française dans la Gauche européenne.
Il y a pourtant un paradoxe que nous devons surmonter : hier les directions des partis souhaitaient l'union alors que nos bases doutaient, aujourd'hui ce sont les directions qui doutent alors que nos bases sont gagnées à la poursuite de l'alliance. Le peuple de Gauche et écologiste s'il a des exigences, des impatiences, pressent que nous sommes en train de construire quelque chose d'original en Europe et je suis persuadé que nos partenaires gagneraient à défendre le modèle qu'ils concourent à bâtir avec Lionel Jospin.

Michèle Sabban - Jean-Christophe, s'il te plaît…

Jean-Christophe Cambadélis - Je vais terminer. Celui-ci s'est construit pas à pas, d'abord dans un pragmatisme articulé autour de principes, emploi, réduction des injustices, refus du marché, mais il arrive aujourd'hui à maturité. Notre modèle c'est la prédominance de la justice sur le marché, de l'individualisme solidaire sur l'individualisme consumériste, de la responsabilité sur la performance.
Ce modèle est original, il se distingue du modèle dominant de la Gauche en Europe par le refus fondamental de la société de marché et cette opposition s'ouvre sur une autre vision de l'homme et il serait bienvenu que nous fassions vivre par de nouvelles propositions construites ensemble ce modèle avec l'ensemble de nos partenaires.

Réformer, unir, construire, un modèle original, c'est déjà un peu plus que des repères, car si ce n'est pas le schéma du Socialisme, cela lui ressemble. (Applaudissements)

Michèle Sabban - Merci Jean-Christophe. Et pour clôturer cette série de prises de parole, Jean-Marie Bockel, pour trois minutes.

Jean-Marie Bockel
Chers camarades, dans l'exercice de notre sport favori qui consiste à être toujours à la Gauche de quelqu'un, je veux bien assumer en quelques mots une vision à contre-courant. Rechercher une alternative au libéralisme, d'accord, mais sauf à retomber dans la rupture avec le capitalisme - et on sait où nous a menés ce discours il y a 20 ans, et j'en étais - une clarification est nécessaire.
En effet, nous sommes confrontés, beaucoup l'ont dit, à un fossé croissant entre notre pensée, notre discours, et nos actes, notre pratique, ce fossé nous est préjudiciable, beaucoup se souviennent, nous n'en sommes pas là, d'un discours complètement déconnecté avec la réalité, on sait où il nous a menés.
Donc aujourd'hui nous devons à travers cette clarification retrouver la capacité de peser et je voudrais pour respecter le temps qui m'est imparti, non pas évoquer les questions économiques et sociales mais prendre un exemple, c'est l'exemple du vivre ensemble.
Voilà, mes chers camarades, je crois aujourd'hui la priorité absolue, peut-être même quitte à vous choquer je dirais devant l'emploi, car la priorité à l'emploi nous y sommes, nous sommes engagés dans cette démarche, mais aujourd'hui le vivre ensemble sur des territoires croissants de notre pays, bien sûr en milieu urbain, c'est aujourd'hui le problème le plus fort.
Nous le sentons bien, pour que les politiques souvent bonnes que nous menons dans le domaine de la famille, de l'éducation, de la formation, de la responsabilisation, face à l'assistanat, de la justice, de la sécurité, de la place des jeunes dans la société, pour que ces politiques trouvent leur pleine efficacité, ce qui n'est pas complètement le cas aujourd'hui, il faut que nous retrouvions au niveau du parti, mais également au niveau de l'action gouvernementale, une vision globale érigée en priorité, que nous puissions ensuite articuler au niveau de nos politiques nationales et de nos politiques locales. Il y a matière, mes chers camarades, et de manière très concrète, à affirmer là aussi notre identité Socialiste moderne.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Alain Vidalies - Merci Jean-Marie pour le respect du temps de parole. Donc nous avons terminé cette partie, nous allons donner la présidence à d'autres et je vais simplement indiquer que les délégués de la motion 3 se réuniront à l'issue des travaux de ce soir, salle de la motion 3, au 1er étage. Merci.
(Changement de présidence)

Henri Nallet

Mes Chers camarades, lors de notre dernier Congrès à Brest c'était Pierre Guidoni qui accueillait au nom de notre parti les délégations étrangères. Pierre nous a quittés et comme le rappelait tout à l'heure à cette tribune Alain Claeys, tous ceux qui l'ont connu, qui ont eu la chance de travailler avec lui, le regrettent. Pierre était un militant connu et respecté dans un grand nombre des partis qui sont représentés ici et son engagement au service de l'Internationalisme n'avait d'égal que son attachement à son pays et à ses institutions républicaines.

Mais Pierre était aussi un diplomate de grande qualité, qui avait su nouer des liens exceptionnels avec les dirigeants des pays où il avait représenté la France, en particulier en Espagne, avec nos camarades de l'Uruguay et l'équipe de Felipe Gonzalez.

Ernest Lluch tombé sous les balles de l'ETA il y a quelques jours, faisait partie de cette équipe et avait travaillé avec Pierre Guidoni. Militant Socialiste dès sa jeunesse, emprisonné sous Franco, il avait été ministre de la santé de Felipe Gonzalez puis ensuite universitaire apprécié, respecté de ses collègues et de ses étudiants.

Ernest Lluch a été lâchement assassiné mercredi. Ce crime n'a aucune justification ni aucune excuse et nous l'avons condamné avec de nombreux autres partis Socialistes, en particulier nos amis du Parti Socialiste uruguayen qui nous ont envoyé un message.

En unissant dans notre mémoire et dans notre cœur ces deux disparus, Pierre Guidoni si proche de nous et Ernest Lluch, si proche de nos amis espagnols, je vous demande si vous voulez bien d'observer en leur mémoire une minute de silence.

(Les membres du Congrès se lèvent et observent une minute de silence en mémoire des disparus)

Merci.

Chers camarades, nous avons décidé, vous allez pouvoir le constater dans un instant, de donner une forme très particulière à la partie internationale de notre Congrès en proposant à nos camarades des partis frères de participer à un séminaire organisé conjointement par la Fondation Jean Jaurès que Pierre Mauroy préside et que je remercie pour son travail et son animation et par le secteur international du parti sur le thème de la mondialisation et de sa régulation.

Cinquante partis Socialistes ont répondu à notre invitation et ont participé à cet échange qui s'est tenu hier et ce matin.

Pourquoi cette innovation ? Pourquoi ce travail avec nos partis frères parallèlement au nôtre ? D'abord bien sûr parce que nous voulions montrer que notre participation à l'Internationale Socialiste n'est pas seulement un engagement extérieur de notre Parti mais une dimension fondamentale de notre action politique.

Le thème choisi, pour cette rencontre, illustre cette volonté. Nous sommes partie prenante de la mondialisation des échanges et si nous voulons l'humaniser cette

mondialisation en la soumettant à une volonté politique, nous devons inventer les instruments, les procédures de cette régulation qui ne peut être qu'une œuvre commune.
Le refus d'accepter chez nous les conséquences négatives de la mondialisation nous contraint en quelque sorte à la solidarité avec tous ceux qui partagent cette réforme et cette volonté.
C'est le sens politique qu'il faut donner à cette présentation inhabituelle de nos partis frères et pour que personne ne s'y trompe, pour bien souligner notre propos et notre volonté, nous demanderons dans un instant à quelques-uns de nos invités de participer à une table ronde où ils nous diront comment ils perçoivent de l'endroit où ils sont les questions que nous nous sommes posées.
Régis Passerieux, dans un instant, fera la présentation de nos travaux dans un rapport, une sorte de compte rendu de notre séminaire et à partir de là les uns et les autres s'exprimeront.
Mais avant de leur laisser la parole, ainsi qu'à nos invités, je voudrais saluer brièvement tous ceux qui nous ont rejoints.
Nous sommes heureux et fiers d'accueillir 215 délégués internationaux, ce qui comparé aux 135 du Congrès de Brest montre à quel point l'aura du Parti Socialiste à l'étranger s'est développée depuis que Lionel Jospin est arrivé au pouvoir.
Ces 215 délégués viennent de 99 partis et de 8 organisations internationales et 78 pays différents. Nous sommes heureux de saluer notamment :
Luis Ayala, le secrétaire général de l'IS ; j'en profite pour saluer le travail effectué par Pierre Mauroy à la présidence de cette organisation pendant 7 ans et notamment l'organisation du dernier Congrès de l'IS à Paris en novembre de l'année dernière.
Tom Beumer, secrétaire général du PSE.
Je vous invite maintenant à une promenade autour du monde.
Pour l'Asie, nous accueillons nos invités du :
Bhutan, Cambodge, Chine, Laos, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Taiwan, et Vietnam.
(Applaudissements)
Pour les Amériques :
Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Curaçao, Etats-Unis, Haïti, Mexique, Nicaragua, Pérou, Québec, Uruguay.
Et notamment :
Ricardo Nuñez, président du PS Chilien.
Guido Girardi, président du PPD Chilien,
Manuel Laguarda, secrétaire Général du PS Uruguayen,
Serge Gilles, du PANPRA de Haïti.
Et pour l'Amérique du Nord, des représentants du Parti Démocrate américain et du Parti Quebecois.
Afrique.

Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Conakry, Guinée équatoriale, Mali, Ile Maurice, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo.
Je crois que cette belle représentation du continent africain doit sans doute quelque chose au travail remarquable accompli par notre camarade Guy Labertit, et le travail effectué par le secteur Afrique, que je me plais à saluer ici.
(Applaudissements)
Nous remercions pour leur présence :
Un premier ministre : Mustapha Niasse (Sénégal)
Un ministre des affaires étrangères : Aboudramane Sangaré (Côte d'Ivoire)
Mahamadou Issoufou, président du PNDS du Niger, ancien Premier ministre.
Des présidents de partis :
Jean Minani, FRODEBU (Burundi)
Ousmane Tanor Dieng, premier secrétaire du PS Sénégal.
Etienne Tshisekedi, UDPS, Congo
Tiébilé Dramé, président du PARENA, Mali.
Léopold Gnininvi, secrétaire général CDPA, Togo.
Ahmed Ould Daddah de l'UFD/EN de Mauritanie.
Plácido Micó de Guinée Equatoriale.
Pour la Méditerranée :
Algérie, les Kurdes d'Irak, Israël, Koweït, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie.
Nous saluons notamment la présence de :
Hocine Aït Ahmed, président du Front des forces Socialistes d'Algérie.
Walid Joumblatt, président du Parti Socialiste progressiste du Liban.
Hassan Sebbar, ancien ministre marocain de l'USFP
Le secrétaire Général de l'Istiqlal, Abbas el Fassi.
Pour la Tunisie, nous saluons la présence du RCD mais aussi celle de Mustapha Ben Jaafar, président du Forum démocratique.
(Applaudissements)
Europe
Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Moldavie, Norvège, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, San Marin, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Yougoslavie de Serbie et du Kosovo.
Je dois vous dire aussi, mes chers camarades, que Rudolf Scharping, qui devait intervenir, a été retenu en Allemagne à cause de problèmes d'avion. Sa volonté d'être présent à notre Congrès montre l'importance de notre rôle au sein du PSE.
Plusieurs chefs de Partis de l'Union Européenne sont présents :
Walter Veltroni, des démocrates de gauche en Italie.
Elio Di Rupo, du PS Belge.
Alfred Gusenbauer, du SPO d'Autriche.
Ainsi que Akis Tsohatzopoulos du PASOK en Grèce.
Et une importante délégation du PSOE conduite par la nouvelle secrétaire internationale, Trinidad Jiménez.
Saad Tahvanainen, vice-présidente du Parti Social démocrate de Finlande.

Je n'oublie pas que nous avons parmi nous des personnalités d'Europe centrale et Orientale et notamment :
Vladimir Spidla, Vice-premier ministre de la République tchèque qui devait participer à la table-ronde mais qui finalement n'arrivera que demain matin.
Fatos Nano, président du PS Albanais
Skender Gjinushi, président du Parti social démocrate en Albanie,
Alexander Tomov, président de la Gauche européenne Bulgare
Jozef Migas, président du Parlement de Slovaquie.
Ainsi qu'un représentant du mouvement OTPOR qui a joué un rôle très important dans la chute du régime de Milosevic.
A tous, je souhaite la bienvenue et merci d'être avec nous ce soir.
(Applaudissements)
Je vais donc, mes chers camarades, demander maintenant aux membres de la table-ronde, qui vont participer directement à nos débats, de nous rejoindre.
Mustapha Niasse, Premier ministre du Sénégal
Khalid Alioua ancien ministre des affaires sociales du Maroc.
Walter Veltroni, secrétaire National des démocrates de gauche d'Italie.
Ricardo Nuñez, Premier secrétaire du Parti Socialiste Chilien.
Walid Joumblatt, président du PS progressiste du Liban.
Meredith Le Goff, responsable du parti démocrate américain en France.
Pascal Lamy, membres de la Commission européenne.
Et enfin Charles Josselin, ministre délégué à la Coopération et à la francophonie.
Je demande à Régis Passerieux, secrétaire national auprès du secrétariat international de venir présenter le compte rendu du séminaire que nous avons organisé avec la Fondation Jean Jaurès.
Régis, tu as la parole.

Régis Passerieux
Chers camarades, la dimension internationale a toujours été présente dans notre Congrès. L'engagement du Parti Socialiste français est fort au sein de l'Internationale Socialiste. Pierre Mauroy a contribué à son élargissement.
Comme Henri Nallet vous l'a dit, nous avons voulu aller plus loin à l'occasion de ce Congrès en faisant de la dimension internationale une dimension de réflexion insérée et incluse dans l'ensemble de nos débats, non seulement parce que nous sommes saisis par les opinions mais parce que les gens des fédérations et des Comités viennent nous rencontrer, non seulement parce que la sensibilité de l'opinion est devenue hypersensible, aux thèmes de la sécurité sanitaire et des conséquences internationales, mais aussi parce que nous ressentons bien – et c'était le sens du séminaire – que la force de notre projet doit s'inscrire dans un ensemble mondialisé.
Les mauvais concepts, les notions qui forgent le débat national, les enjeux électoraux sont aujourd'hui forgés à l'échelon international. Les problèmes d'intérieur sont des problèmes internationaux et les problèmes internationaux sont des problèmes de la vie quotidienne.

Ce dialogue, il me revient à travers, le rapport du séminaire qui s'est tenu avec 50 de nos partis frères, de le porter à cette table-ronde et dans ce Congrès auprès de nos amis.

En quelques minutes, il n'est pas facile de vous rendre compte de 8 heures d'un débat extrêmement riche et dense, qui s'est étalé sur une journée de réflexions.

Je voudrais simplement vous en faire part sous trois angles :

D'abord faire part des préoccupations que nous avons voulu marquer.

Ensuite des propositions qui ont émergé.

Enfin peut-être et surtout la stratégie politique que nous devons réfléchir à mettre en œuvre ensemble face à cette nouvelle donne essentielle, qui est la mondialisation.

La préoccupation, les préoccupations, le constat et les objectifs politiques.

C'est un fait, pour tous nos amis étrangers, elle n'est pas pour certains un complot, elle est un fait social.

La concentration du capital, celle des grandes villes aboutit à vouloir aujourd'hui embrasser le marché mondial.

Cette phase 2 est mondialisée. Ce n'est plus l'impérialisme des empires, c'est aussi une réalité économique.

Ce faisant, elle rapproche aussi les hommes. Elle stimule la diffusion des innovations, elle interpénètre les consciences, elle est aussi dans certaines dimensions largement positive.

Dans tous les cas, le constat est unanime, et parmi tous les Partis Socialistes, on ne reviendra pas en arrière.

Cette compétence est aussi négative. L'effacement des Etats nations est le cadre de la solidarité que nous avons bâtie après des années de luttes, qui laissent la place au réseau marchand.

Il y a là la volonté d'un local, qui est souvent un local de crispation, d'un nationalisme de repli, voire de violences.

Les conséquences, nous les connaissons : montée de l'injustice, des inégalités entre le Nord et le Sud, et dans nos sociétés, baisse des valeurs, instabilité financière, montée de la corruption aussi, dégradations de l'environnement, uniformisation culturelle.

Notre horizon politique, c'est de réguler et de maîtriser cette mondialisation.

Nous refusons deux postures : une qui consiste à uniquement s'insérer dans la mondialisation, passivement, et à s'adapter. L'autre qui consiste à refuser brutalement tout état de mondialisation.

La mission des Socialistes à l'échelon international consiste à réformer, non pas par un gouvernement modèle, utopique, mais par de nouvelles règles de gouvernance collective.

Etant donné la vitesse du mouvement de mondialisation, un horizon d'idéal ne suffit pas. Il faut, et c'était les conclusions essentielles du séminaire, des propositions politiques concrètes, une stratégie politique de mise en route.

Les propositions, c'est la capacité à agir avec des solutions concrètes. Nous les avons brossées dans quatre domaines : l'économie, le développement, l'environnement, enfin, la démocratie et le droit.

Fondation Jean-Jaurès

Dans le domaine de l'économie, l'ampleur des problèmes est révélée par un chiffre : un Dollar financier pour un Dollar économique il y a trente ans, quarante Dollars financiers pour un Dollar économique qui s'échangent aujourd'hui. Nous avons débattu de la taxation des capitaux, nous avons discuté de la taxe Tobin. C'est du Sud, d'ailleurs, que sont venues les remarques quant à la difficulté réelle à la mettre en œuvre. Plusieurs de nos intervenants préféraient que ce soit à l'échelon des nations que se mettent en place des relations financières, que ce soit là où s'accumulent les poches de spéculation que puisse être traitée cette instabilité financière.
Nous avons parlé du rôle de l'OMC, de nos ambitions, nous avons repris l'idée proposée par Jacques Delors, reprise dans les propositions de ce Congrès d'un Conseil de sécurité économique.
Dans le domaine du développement aujourd'hui crucial, nous avons rappelé notre volonté unanime, la volonté des Socialistes, de voir annulée la dette des pays les plus pauvres.
(Applaudissements)
Avec la croissance, les taux d'intérêt mondiaux vont remonter. Il y a donc urgence pour que les décisions qui ont été arrêtées par le principe et que la France a commencé à appliquer s'appliquent dans le droit international réellement.
Mais nous ne devons pas, et nous y avons consacré une discussion, voir à l'occasion de l'effacement de cette dette, uniquement le commerce succéder à l'aide publique au développement. Cette aide publique pour le développement doit se réaffirmer, elle doit aussi se renouveler et ne pas accepter les conditionnalités libérales du FMI, mais définir une nouvelle conditionnalité, celle des normes de l'environnement, celle des normes sociales, celle de la démocratie et celle du développement. Nous en avons convenu de manière unanime.
Dans le domaine du développement, la majorité de nos intervenants du Sud, cher Pascal, ont manifesté leur crainte de voir les clauses sociales, les clauses environnement nécessaires que nous voulons défendre par le commerce international et l'OMC, devenir des barrières à l'échange en provenance du Sud.
Dans le domaine de l'environnement, un constat très brutal a été posé : sans un nouveau mode de développement, il n'y a pas d'industrialisation et de développement possible au Sud. Si le Sud demain connaissait le même rythme de développement que le Nord, les matières premières n'y suffiraient pas. Il faut donc un transfert de technologie industrielle vers le Sud aidé par des ressources financières. Il faut donc un cahier des charges dans chaque projet de développement qui prend en compte ce besoin.
Il faut traiter l'impasse totale à dix ans de l'agriculture intensive et du développement des transports qui n'est pas soutenable dans le Sud au rythme où il se développe sur la planète, thème que les ONG, notez-le chers camarades, développent lors de chacune de leurs rencontres.
Enfin, les droits à polluer ont fait l'objet d'une vive critique dans leur principe, comme si les pays du Sud devaient vendre aux pays qui veulent produire leurs

droits à se développer en mettant sur un marché des droits à polluer. Cette situation nous a paru inacceptable, nous avons considéré que l'environnement est un bien public qui est à partager, pour lequel nous devons, nous Socialistes, organiser un libre accès.
Enfin, nous avons voulu affirmer nos propositions dans le domaine de la démocratie et du droit, respect des normes, des normes de démocratie partout, devoir d'ingérence, mais non pas au nom de valeurs imposées par un pays, au nom de valeurs collectivement décidées, débattues. Nous voulons, et François Hollande l'a affirmé avec netteté, l'édification de normes juridiques d'un nouvel état de droit mondialisé, d'un contrat, comme l'a dit notre collègue Issoufou, remplissant des droits et obligations. L'application de normes internationales appliquées réellement est la seule manière d'établir une réelle régulation.
Mes chers camarades, pour conclure, à quoi serviraient ces propositions si nous ne mettions pas en œuvre une stratégie politique de conquête, de débat et de conviction au plan international comme nous la menons au plan national dans chacune de nos démocraties ? La stratégie politique, c'est la capacité que nous devons nous donner à l'échelon international de mieux et plus peser pour faire entrer dans le domaine concret nos valeurs et nos idées. Elle impose pragmatisme. Il faut créer un rapport de force et dans ce rapport de force, les Socialistes, seule force politique de progrès organisée au plan international, ont une responsabilité propre.
Le préalable, c'est que nous discutions d'abord entre nous, entre Socialistes pour arrêter notre position, notre grille de lecture, la débattre y compris dans nos divergences dans un premier temps pour, au sein de l'International Socialiste, au sein du PSE et de l'Europe, les dépasser, arrêter des positions et s'il le fallait, comme le texte de la motion 1 le propose, aller vers des avant-gardes de pays qui puissent, au nom des valeurs des Socialistes, créer ce rapport de forces.
Dès lors, nous pourrons converser, débattre d'ensembles régionaux à ensemble régionaux, d'Union Européenne à Mercosur comme le propose le Parti Uruguayen. Nous pourrons peser au sein du FMI, de la Banque mondiale où les Européens ont plus de parts que les Etats-Unis, mais où ils ne savent pas encore s'entendre suffisamment sur des propositions communes.
Nous devons enfin, pour cela, réorganiser notre démarche politique au plan international. Les risques ne manquent pas (diktats des experts) ainsi que le risque d'une sorte de panique sporadique, de mouvements qui s'organisent dans la rue pour un temps, mais qui ne portent pas dans la politique, dans la durée, le combat qu'il faut mener au plan international.
La légitimité politique des élus, la durée pour agir doivent être aussi des échelons et des horizons de conquête internationaux. Cela veut dire un débat avec la société civile, mais l'affirmation d'une politique, cela veut dire aussi notre capacité à attirer des jeunes, des nouvelles générations, des couches sociales dans un nouvel horizon de combat pour les Socialistes du monde entier, un nouvel internationalisme afin de réorganiser le monde.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Je remercie Régis Passerieux de nous avoir fait ce résumé.
Nous allons procéder de manière très simple pour organiser cette table ronde. Je vais donner successivement la parole à ceux qui sont auprès de nous, j'espère qu'ils vont avoir un micro dans les minutes qui viennent.
Je demande donc à notre camarade Mustapha Niasse, Premier ministre du Sénégal, de bien vouloir commencer.

Mustapha Niasse
Mes chers camarades, mes chers amis, je vais consacrer les cinq minutes qui me sont offertes à une brève intervention sur la mondialisation et sur l'Afrique.
Je voudrais tout d'abord remercier le premier secrétaire du Parti Socialiste français, M. François Hollande, ainsi que toute la direction de votre parti qui est un parti frère, sans oublier naturellement le président Pierre Mauroy que je connais depuis bientôt quarante années, ainsi que mon ami Guy Labertit qui gère avec soin les relations entre le Parti Socialiste français et les pays africains.
Le phénomène de la mondialisation se présente aujourd'hui, on le sait, comme une succession de sous phénomènes à caractère multidimensionnel qui couvrent tout à la fois les domaines de la vie économique, culturelle et sociale et qui ne respectent même pas le cadre dans lequel, au-delà des frontières, les relations entre les nations et les Etats en termes de protection de la paix et de la solidarité sont tributaires d'une sorte de conflictualisation mondiale au gré des intérêts et des résultats de la déplanification des pouvoirs politiques sur les cinq continents.
Le projet Socialiste, en France et ailleurs et plus particulièrement dans les pays du Sud, s'est engagé résolument dans le combat contre la pauvreté, pour la paix et pour le développement concerté. Les nations développées semblent évoluer dans ce contexte à un rythme et à un niveau de productivité qui malheureusement contribue à ravaler au rang du retard et de la stagnation les peuples de l'hémisphère sud et en particulier les peuples africains, hormis l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
Les conséquences d'une telle situation sont encore vécues aujourd'hui et les difficultés qui ont été rencontrées, il y a quelques mois à Seattle traduisent bien le caractère déphasé de certains comportements à travers lesquels la grande perdante est l'Afrique devant la quasi-absence de perspectives et de possibilités pour rééquilibrer les accords de Marrakech dans des délais raisonnables.
La mondialisation des relations économiques internationales, si elle n'est pas soumise à une réglementation volontaire et concertée, ne pourra que retarder encore davantage l'émergence d'une Afrique prête à se prendre en charge et capable de relever les défis du développement moderne. Le conflit de la banane dont souffrent la Côte d'Ivoire et le Cameroun en est l'illustration vivante de même que tous les pays de la zone Caraïbe.
Mes chers camarades, dans ce contexte, l'Afrique n'entend pas rester les bras croisés, l'Afrique entend se prendre en charge en s'impliquant et en se mettant en première ligne. La question des produits de base et des matières premières, la question de la détérioration incontrôlée des termes de l'échange, l'exploitation des ressources forestières, certaines agressions contre la faune et la flore, contre

l'environnement des pays du Sud, constituent naturellement des préoccupations de première grandeur.
Le Parti Socialiste français, nous le savons, aura eu le mérite à l'occasion de ce Congrès de Grenoble, d'évoquer la question de la nécessité et la question du devoir de solidarité lorsque, dans le contexte d'une mondialisation accélérée, l'Afrique et les africains sont menacés, lorsque s'accentuent ces phénomènes d'exclusion à l'échelle planétaire dans l'ensemble des sociétés du Nord et du Sud et lorsque le rapport entre pays riches et pays pauvres se définit à 1 contre 80 aujourd'hui, alors qu'il y a seulement quarante ans, le rapport était de 1 à 30.
Nous souhaitons donc partager avec vous ces préoccupations. Je n'entre pas dans les données chiffrées pour rester dans le temps qui m'est imparti, je vous remercie.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Merci monsieur le Premier ministre.
Je vais maintenant donner la parole à M. Khalid Alioua, ancien ministre des Affaires Sociales du Maroc.

Khalid Alioua
Monsieur le président, Monsieur Pierre Mauroy, chers camarades, c'est un objet de satisfaction et de fierté aujourd'hui de constater que le Parti Socialiste Français pratique ce en quoi il croit.
Je voudrais ici non pas faire un exposé, mais donner un témoignage.
Lorsque les Socialistes marocains sont arrivés au gouvernement, la première des démarches a été de s'adresser dans le cadre de la solidarité internationale et leurs amis et, en premier lieu, au gouvernement Socialiste français.
Je voudrais ici dire combien, dans les discussions que nous avons eues, officielles, avec les responsables français sur les problèmes de la dette, des échanges, de l'ouverture de l'Europe, du partenariat euro-méditerranéen, l'écoute était grande et combien l'engagement du gouvernement Socialiste français était pertinent et constant. Et si, aujourd'hui, votre Congrès ouvre ce débat, je crois que c'est aussi une manière de donner à la réflexion des Socialistes dans le monde, qui avait commencé sous le mandat de Pierre Mauroy, en tant que président de l'Internationale Socialiste, une concrétisation pour une nouvelle plate-forme du Socialisme international.
Aujourd'hui, bien évidemment, il faut tout de même que l'on parte des acquis. Les acquis ont commencé, pour les Socialistes dans le monde, par une communauté, un partage du diagnostic qui est celui de la mondialisation et de la globalisation. Nous avons tous eu à constater dans nos échanges que la globalisation, en fait, ne s'est pas faite à leur insu mais que, malheureusement, les Socialistes n'ont pas été, en son temps, suffisamment vigilants pour pouvoir être réactifs, pour anticiper les développements qui allaient aboutir à un accroissement et à un élargissement du fossé entre les pays du Nord et les pays du Sud et à cette domination totale de l'économie du marché.

Fondation Jean-Jaurès

Mais aujourd'hui, il faut qu'on mesure la marge de manœuvre qui s'offre au Socialisme. Je crois que si l'identification du problème est correcte, les réponses qu'on peut y apporter et qu'on a entendu tout à l'heure dans l'exposé introductif doivent être non seulement des idées, mais réellement un programme d'action pour lequel se mobilisent les Socialistes, qu'ils soient au gouvernement ou en dehors.

Le constat que nous faisons aujourd'hui, vu des pays du Sud, c'est que la globalisation s'accompagne d'un accroissement de la pauvreté. Il nous a tous été donné de constater au sommet mondial du développement social qui s'est tenu en juin dernier à Genève qu'entre le sommet de Copenhague et le sommet de Genève, il y a eu un approfondissement des conditions de marginalisation et de pauvreté. Il faudrait que cela s'arrête.

Le deuxième constat, c'est qu'aujourd'hui dans les pays du Sud il y a un véritable enlisement financier qui fait que, dans la plupart des économies en développement, les soldes de transferts de capitaux sont négatifs, autrement dit du fait de la dette extérieure il y a plus de capitaux qui quittent les pays en développement qu'il n'en arrive.

Le troisième constat, c'est qu'aujourd'hui les handicaps au développement sont plus grands qu'auparavant, à savoir que les flux de capitaux sont de plus en plus polarisés sur les économies du Nord et que la réglementation du marché du travail, malgré tout ce qu'elle peut comporter comme aspects positifs en matière de protection des droits des travailleurs et de lutte contre le travail des enfants, aboutit en fait aussi à laminer les avantages comparatifs des pays du Sud à cause de ce qu'on a appelé à un certain moment la clause sociale.

Mon pays, par exemple, a appuyé la clause sociale et a appuyé la déclaration de l'OIT concernant les droits fondamentaux des travailleurs, mais comment peut-on concevoir la compensation à la perte d'avantages comparatifs due au coût de la main d'œuvre par d'autres formes de développement et par d'autres formes d'intervention économique ? C'est une question stratégique à laquelle je ne vois pas personnellement, nous ne voyons pas encore de réponse suffisamment claire et précise.

Et enfin, si le développement est possible dans les pays du Sud, il ne peut l'être que si l'on aide les pays du Sud à accroître et valoriser leurs ressources humaines. Or, de plus en plus aujourd'hui on constate qu'il y a une fuite des capacités, une fuite des compétences, une fuite des cerveaux des pays du Sud vers les pays du Nord et ceci est une autre forme de paupériser et de maintenir dans le sous-développement les pays du Sud.

(Applaudissements)

Nous pouvons contrôler tout cela par une réflexion nouvelle en tant que Socialistes sur les modes de coopération et les modes de développement, d'abord en faisant le constat suivant, c'est que l'humanité a des choix à faire, elle n'a pas une fatalité à subir ; il n'y a pas que la technologie et l'argent qui peuvent déterminer notre avenir, bien au contraire on peut décider de notre avenir à partir d'idées, de valeurs morales et éthiques.

(Applaudissements)

Il y a des responsabilités à assumer et ces responsabilités sont celles d'abord des forces qui cherchent à développer la liberté dans le bon sens, à savoir la liberté de créer des opportunités et de créer du travail, et non pas la liberté d'accroître uniquement les marchés et de soumettre à la logique des forces de l'argent.
Le deuxième constat, c'est que le progrès social demande des efforts de tous les acteurs, des individus, des Etats, des entreprises et des organisations internationales. Il s'agit, là aussi, de faire le lien entre les maillons de toute cette chaîne et que l'on ne se polarise pas uniquement sur ce qu'on a appelé la réforme des institutions de Bretton Woods, parce qu'avant la réforme des institutions de Bretton Woods il faudrait réformer les politiques publiques internationales et la coopération internationale. Ce sont elles qui doivent aboutir à un changement réel dans le fonctionnement de ces institutions. Sans cela, on ne pourra pas confier aux technocrates de ces institutions une tâche d'autodestruction et leur demander eux-mêmes de réformer ce système.
Enfin, je crois, monsieur le président, je crois, chers amis, que notre tâche première aujourd'hui est celle d'aboutir à lutter de manière efficace contre le darwinisme social qui aboutit au mépris et à l'exclusion de la majorité de l'humanité. Ce darwinisme social est le fossoyeur de toute forme d'humanisme et, par conséquent, il est l'ennemi n° 1 de tous les Socialistes dans le monde.
Merci beaucoup.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Merci.
Je vais maintenant donner la parole à notre camarade Walter Veltroni, secrétaire national des démocrates de gauche d'Italie.

Walter Veltroni
Chers camarades, je veux tout d'abord remercier Pierre Mauroy, Henri et Régis pour cette invitation.
Je voudrais aussi rappeler la mémoire de Pierre Guidoni, ce camarade qui a beaucoup travaillé avec notre parti italien.
Chers camarades, quand j'ai rendu visite à Nelson Mandela il y a quelques mois en Afrique, il m'a dit : la globalisation est la bienvenue, elle démolit les barrières, met à disposition de nouvelles ressources et services, garantit une liberté de mouvement jamais connue auparavant. L'effet de s'opposer à tout cela signifie l'alternance des saisons.
Mais il a ajouté : toutefois, les bénéfices n'arrivent pas aux pays pauvres et le pouvoir n'est pas équitablement distribué.
Il a raison. Il y a des injustices et des inégalités qui représentent l'autre côté de la globalisation et qui concernent la vie de la plupart de l'humanité.
Plusieurs pays sous-développés ont tiré profit de la globalisation, ils ont reçu des financements de la part des marchés internationaux dans une mesure plus consistante que toute intervention de n'importe quelle agence gouvernementale publique de soutien au développement. Mais il y a de très grandes zones

géographiques qui sont restées à côté de ce processus et qui risquent de plus en plus de glisser vers le bas.
C'est le cas de l'Afrique, le monde qui connaît la faim, la guerre et des maladies terribles comme le sida.
Il s'agit alors de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux risques pour nous tous.
Ces risques sont liés par exemple au fait que les ressources naturelles qui sont limitées et pas infinies sont utilisées de façon injuste et tordue. Ces risques sont liés à de nombreuses disparités qui caractérisent l'accès à l'information et à la connaissance, risques qui conduisent à l'instabilité de l'emploi et à la destruction des garanties sociales, risques qui amènent à des découvertes biotechnologiques qui peuvent signifier une agriculture intensive des organismes génétiquement modifiés, une dégradation de la qualité des aliments, une homogénéisation des styles de vie.
A côté de la globalisation des économies existe une globalisation de nos peurs et de nos espoirs.
Il existe un élément de transparence des démocraties qui concerne la qualité du développement et de la vie, c'est la dimension humaine de la globalisation.
Je crois que le problème principal consiste dans le fait que l'économie est devenue globale autant que la politique est restée fondamentalement locale et n'a pas la force de déterminer un gouvernement démocratique de la globalisation. J'ai bien dit la politique, mais j'ajoute encore que le problème est aussi pour nous la politique de la Gauche des Socialistes et des réformistes.
La tâche de la lutte contre l'injustice ne peut pas être assumée par des forces qui poursuivent le message libéral de la primauté des marchés sur la vie sociale et sur le développement humain. Ces problèmes ne peuvent être résolus par ceux qui alimentent le racisme et la xénophobie en invoquant le sentiment d'insécurité au lieu de s'engager à la dissiper.
A la suite de cette considération, c'est la Gauche réformiste qui doit montrer partout dans le monde sa capacité de gouvernement et d'innovation en favorisant la croissance, en poursuivant le processus de libération des marchés, en réalisant les réformes des institutions du marché du travail, tout cela en cohérence avec les valeurs d'équité et de cohésion sociale.
Je crois que la route tracée est la bonne, mais il y a encore un long chemin à faire pour arriver à donner forme à une deuxième mondialisation dans laquelle à une économie globale corresponde une politique globale. Il ne suffit pas de l'accord des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon pour gouverner un monde où tous les pays, et d'abord les moins développés, revendiquent légitimement le droit de compter davantage. Notre proposition d'élargir le G7 à l'Afrique et à l'Amérique du Sud est cohérente avec le principe que tous les pays du monde doivent participer aux organismes qui prennent les décisions concernant tous les pays du monde.
En même temps, je crois nécessaire de soutenir la réforme du Conseil de sécurité, la valorisation et la protection des droits de l'homme, l'élargissement des conditions de légitimité de l'intervention supranationale, la fin de la peine de

mort et l'institution d'organismes spécifiques pour la protection de l'environnement et de la santé.
Pour atteindre tout cela, il ne suffit pas d'une Europe uniquement monétaire, on a besoin au contraire d'une Europe politique et sociale. Il faut défendre et renforcer l'Union Européenne en tant que sujet politique fort, surtout maintenant qu'on va vers son juste élargissement.
Pour cette raison, il est fondamental de promouvoir dans les mois qui viennent, avant et après Nice, une nouvelle mobilisation de l'opinion publique dans nos pays.
Pour cette raison, le mois dernier à Lisbonne, il a été fondamental d'avoir remarqué le nouveau défi représenté par la nouvelle économie fondée sur la connaissance et d'avoir concocté un programme ambitieux qui consiste en la création des infrastructures du savoir, la promotion de l'innovation, la modernisation des systèmes de sécurité sociale et d'instruction.
Si cette deuxième mondialisation, chers camarades, qu'on veut déterminante pour le 21ème siècle, est en mesure de favoriser tous ces phénomènes positifs, elle deviendra un facteur de vrai progrès pour l'humanité. Si la Gauche, les Socialistes européens, les réformistes sont capables de travailler pour ce but, alors nous aurons accompli un pas en avant dans la réalisation de notre mission, la mission de ceux qui, en gouvernant, veulent conjuguer modernité et cohésion sociale.
Merci.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Je remercie Walter Veltroni.
Avant de donner la parole à Ricardo Nuñes, je voudrais, sans me faire trop d'illusion, demander aux congressistes de faire cesser, s'ils le peuvent, leurs conversations particulières. S'ils ne le peuvent pas, s'ils ont un besoin irrépressible de s'exprimer avec leur voisin, je leur demande de quitter la salle du Congrès pour que ceux qui veulent écouter puissent le faire dans des conditions normales.
Je vous remercie de m'aider, cela va durer trente secondes, mais je l'aurai quand même fait.
Je vais maintenant donner la parole à notre camarade Ricardo Nuñez, premier secrétaire du Parti Socialiste chilien qui va s'exprimer dans sa langue.
Je vous demande une attention particulière. Après son intervention, nous aurons bien sûr la traduction de son discours.
Ricardo, à vous !

Ricardo Nuñez
Cher président, chers amis, c'est dommage, mais il est très difficile de parler sur la mondialisation en français. Je parlerai en espagnol, ensuite vous pourrez savoir précisément ce que je pense.
Qu'il me soit permis de vous transmettre les salutations du Président. Ce sont des salutations que nous exprimons vu la communion d'intérêts et les

préoccupations communes que nous avons, nous qui sommes les forces progressistes de mon pays, avec vous, les Socialistes français.
(Applaudissements)
Je voudrais également vous dire la grande satisfaction que je ressens de participer à ce Congrès et d'avoir participé au séminaire international qui a eu lieu hier et aujourd'hui, qui avait pour titre "les défis de la mondialisation".
Je suis ravi d'être avec vous aujourd'hui, chers camarades. En effet, nous partageons depuis toujours les mêmes idées, les mêmes valeurs et les mêmes rêves.
Qu'il me soit permis, tout d'abord, de partager avec vous une réflexion sur l'état de la mondialisation que vit l'humanité en ce moment, qui est de plus en plus rapide et de plus en plus inquiétante.
Je voudrais vous parler d'une expérience qui touche particulièrement mon pays. Au moment où le dictateur Augusto Pinochet a été arrêté à Londres où il se trouvait en résidence depuis pratiquement un an, au Chili sont apparus deux types d'attitude, deux types de réaction que nous retrouvons en quelque sorte lorsque nous parlons de mondialisation.
D'un côté un secteur de la population s'est enfermé dans une attitude nationaliste presque chauvine, comme nous disons chez nous, vous connaissez bien le terme ici en France, et ils se sont protégés, ils se sont immédiatement barricadés derrière cette défense de notre Etat national qui était censé avoir été attaqué dans sa dignité vu ce qui s'était passé tant en Espagne qu'en Angleterre.
Par ailleurs, et c'était assez contrasté, il y avait aussi au Chili ceux qui pensaient que, dans le monde actuel, il y a certaines valeurs qui commencent à se faire entendre, certains grands principes juridiques qui sont maintenant universellement acceptés et qui, s'ils devenaient une règle internationale, serait un bond en avant qualitatif pour défendre des idéaux, idéaux pour lesquels nous avons lutté depuis longtemps, nous les Socialistes, qui croyons à l'appel à la démocratie et à la solidarité.
L'expérience qui a été la nôtre au moment de l'affaire Pinochet a entraîné une sorte de renforcement de la valeur universelle des droits de l'homme.
La deuxième chose qui est apparue, au moment de l'affaire Pinochet, c'est ce besoin tout à fait urgent de créer rapidement le tribunal de droit pénal international qui est prévu par le traité de Rome.
La troisième chose qui est apparue à ce moment-là de façon assez évidente, c'est le besoin d'insister sur la valeur de la justice, comme élément important d'ordre rationnel d'une société libre.
En dernier lieu, il s'est agi de se rendre compte que si la mondialisation a toutes sortes de mécanismes qui permettent de rendre les grands flux commerciaux ainsi que les grands échanges financiers plus fluides, cela peut aussi être un stimulant et un élément essentiel du développement de l'humanité.
Je suis heureux de partager avec vous une autre réflexion : la réalité que nous connaissons dans laquelle nous vivons en Amérique Latine est encore loin de l'idéal que je viens de rappeler. Nous sommes en train de vivre cette mondialisation comme une arme à double tranchant et il y a certains jours où

nous considérons la mondialisation comme un énorme moyen de modernité, d'accès à la modernité, une sorte de bon en avant et puis à d'autres moments nous avons le sentiment tout à fait opposé qu'il s'agit là d'un phénomène qui augmente encore les inégalités, qui augmente encore le phénomène d'exclusion et qui augmente encore la détérioration probablement irréversible de l'environnement, autrement dit certains jours nous vivons la mondialisation avec optimisme et d'autres jours avec pessimisme, marquée au coin de la frustration.
Je voudrais donner un exemple de ce que je viens d'avancer : nous nous rendons compte qu'il est très important de considérer la contribution que cela peut faire pour l'épanouissement de la personne humaine, pas simplement juger la mondialisation à la croissance des économies, aux comptes monétaires et à toutes ces valeurs qui sont des valeurs mercantiles. Si vous prenez le cas de l'Amérique Latine et si vous prenez les chiffres qui ont été élaborés par le CNUD, par les Nations Unies, sur les 33 pays d'Amérique Latine, 7 seulement ont atteint un niveau élevé d'indice de développement, le fameux IDH tel qu'il est connu par son sigle anglais, et 25 pays ont un niveau moyen d'IDH, un seul a un niveau très bas de développement.
Si nous prenons le niveau mondial qui présentait en 1997 des valeurs IDH inférieures à celles de 1990, la globalisation, la mondialisation permettent de grandes ouvertures, il y a de grandes possibilités qui nous sont offertes par la mondialisation mais pour que cela se sente dans la vie des gens il est absolument essentiel de dire qu'en plus de ces nouvelles opportunités, en plus de ces grands marchés qui s'ouvrent, en plus de l'accès aux nouvelles technologies, il est essentiel qu'il y ait une meilleure gestion des affaires de l'Etat, une meilleure gouvernance, comme il est convenu de l'appeler, de nos pays.
Cela permettra d'approfondir la démocratie, d'atteindre des valeurs essentielles telles que les droits de l'homme, le développement social, l'égalité entre les hommes et les femmes, la protection de l'environnement et autant de grands principes consacrés au commencement des grands sommets des Nations Unies.
J'en viendrai à la troisième idée que je veux partager avec vous, à savoir qu'à l'heure actuelle la mondialisation est une sorte de torrent déchaîné qu'il sera très difficile d'arrêter, il y a la productivité, la concurrence, la compétitivité, qui dépend principalement de la capacité d'obtenir des connaissances, de traiter de façon efficace l'information qui nous parvient. C'est quelque chose qui à son tour dépend des capacités culturelles et technologiques des personnes des individus, des entreprises et des pays.
Ce que nous pouvons constater en Amérique Latine c'est que la mondialisation dans sa forme actuelle, qui est une sorte de capitalisme de l'information, de capitalisme de l'information en pleine déréglementation et en pleine compétitivité, dépasse en quelque sorte et prend le dessus par rapport aux Etats.
Il s'agit simplement d'un phénomène qui intéresse les segments les plus dynamiques de nos sociétés et qui marginalise encore plus les segments de la société qui n'ont pas ces valeurs à portée de la main. Cela détruit les entreprises qui ne sont pas viables dans ce nouveau schéma de développement, cela détruit

les territoires qui sont des territoires urbains ou des territoires ruraux, autant de territoires qui n'avaient pas encore eu accès à la modernité.
Dans la majorité des pays de mon continent, le scénario est le suivant : vous avez des chefs d'entreprises extrêmement qualifiés, qui se trouvent sur un pied d'égalité, quasi compétents, voire plus, que leurs pairs dans les pays développés et puis parallèlement à cela vous avez dans les mêmes pays la coexistence d'un travailleur manuel, d'un paysan, sans qualification, avec des revenus qui dépassent à peine un dollar par jour.
Je voudrais aussi partager avec vous une dernière réflexion : dans ce grand tourbillon néo-libéral que nous connaissons au cours des dernières décennies, cela a supposé la mise en place de politiques qui ont eu des conséquences très graves pour une majorité très importante des habitants de notre continent.
Le marché a tout envahi, non seulement les milieux de l'économie mais aussi les milieux de la politique, ce qui est toujours très dangereux et nous nous rendons compte que l'Etat doit exercer une certaine réglementation mais ça n'est pas le cas, il n'y a aucune surveillance qui peut être vraiment exercée. Au Chili nous avions 600 entreprises dans le domaine public et il ne reste que 33 entreprises publiques.
L'idée est qu'il faut rapidement, dans le plus bref délai possible, arriver à la notion ultra-libérale d'Etat minimum, si nous voulons éviter ces effets sur la société, il faut que nous arrivions à supprimer ces emplois qui sont des emplois précaires qui ne sont pas stables. Ces situations de gens atteignant l'âge de la vieillesse sans aucune protection sociale, ces secteurs de la santé ou les nouvelles avancées de la science et de la biologie en particulier ne sont en fait un progrès que pour une minorité.
Il faut véritablement mettre en avant un Etat qui assume sa fonction d'économie plus ouverte, une économie plus exposée au grand trouble financier en manque de stabilité, au marché international et que cela suppose pour contrebalancer tout cela, un secteur public plus important, plus efficace, moins bureaucratique et qui soit plus axé sur la protection sociale, pour être le contrepoids indispensable à ce phénomène et à ce grand tourbillon.
Je voudrais terminer cette intervention en vous disant que pour moi ce Congrès est essentiel parce que c'est un lieu dans lequel nous pourrons échanger nos points de vue, si importants à un moment où la planète est en pleine période de mutation, de mutation profonde où il faut plus que jamais défendre l'idée selon laquelle il y a une véritable lutte contre la globalisation, contre la modernisation qui se fera en mettant en avant la valeur de chaque individu, de chaque personne humaine.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Je vais donner la parole à Walid Joumblatt mais avant, compte tenu de l'heure qui passe et du retard que nous avons accumulé, je suis obligé de demander aux prochains intervenants de s'en tenir vraiment à quelques minutes, si c'est possible.
Donc la parole est à Walid Joumblatt.

Walid Joumblatt

Camarades, j'aurais aimé partager avec vous les débats sur la mondialisation et ses répercussions sur l'ensemble de la planète et situer le Socialisme face à ce phénomène impitoyable, peut-être inévitable ; mais venant d'un monde différent, du Proche-Orient, ancré dans le moyen-âge quelque part, la mondialisation pourrait devenir synonyme de guerre de religion, de chaos, d'extrémismes de tous bords, de fondamentalisme et pourquoi ?

D'un côté c'est l'affrontement des dieux sur une terre dite sainte mais de l'autre côté c'est l'intransigeance d'un service dépassé, résolument renforcé par l'incompréhension, l'aveuglement occidental, américain surtout, à négliger, sous-estimer, rejeter la dignité du peuple arabe palestinien, des masses arabes, que tous les régimes autocrates du monde ne pourraient arrêter, maîtriser, qui considèrent la Palestine comme étant l'ultime enjeu de paix avec l'Occident d'un côté ou la possibilité de refus, de négation d'un autre côté.

Si une satisfaction morale équitable n'est pas accordée au peuple palestinien, alors s'imposent les conclusions suivantes : les accords d'Oslo ne peuvent être réalignés, ils étaient mort-nés, à part pour les candidats au Prix Nobel et au cérémonial qui s'ensuit et les différents palabres byzantins interminables sur de longues années auraient pu être évités face à l'exaspération montante du peuple palestinien envers sa nouvelle autorité, synonyme de l'ancienne parfois, et envers une attitude israélienne qui n'a cessé à aucun moment la politique de cloisonnement sécuritaire du territoire, zone A, ou B ou C, ou passage obligatoire pour êtres humains, plutôt pour bestiaux, comme celui de l'embrasement était prévisible, inévitable du côté du peuple palestinien et précipité, voulu par la fameuse visite sur l'esplanade des mosquées.

Seul l'Etat palestinien indépendant, libre des colonies, de toutes les colonies, avec comme capitale Jérusalem-Est, dans sa souveraineté totale, indivisible, seule cette solution offrirait aux palestiniens le minimum de dignité, au peuple arabe satisfaction et à l'état d'Israël coexistence et paix.

(Applaudissements)

Camarades, essayons d'éviter de nouvelles guerres de religion, de nouvelles croisades entre arabes et occidentaux, entre juifs et arabes, entre musulmans et juifs, ne donnons pas raison aux théoriciens de conflits de civilisation qui prophétisent ce genre de conflit, ce genre de mondialisation et dois-je rappeler que la Droite antisémite, fasciste, couve un peu partout dans vos sociétés avancées ?

En plus, si le droit de retour a été accordé aux israélites par une volonté divine, le droit de retour aux palestiniens doit être inclus par une volonté humaine dans une perspective d'entente, de coexistence, de collaboration, dans un plan d'ensemble de développement économique et dans le but et le devoir de réparer une très grande injustice du 20ème siècle envers le peuple palestinien, comme les injustices envers les Juifs, les Arméniens ou d'autres peuples africains et kurdes.

(Applaudissements)

L'organisation, c'est important, mais que dire aux citoyens arabes, israéliens, de leur terre d'origine ? Que leur dire alors qu'ils viennent d'échapper à un pogrom, citoyens d'un Etat qui se veut, qui se prétend démocratique ?
Où se situe le Liban dans cette configuration de mondialisation ? Le pays ayant été pacifié avec l'aide substantielle syrienne, c'est un fait indéniable, la majorité des territoires du pays ayant été libérée grâce à la résistance nationale islamique, de grands pas ayant été entamés dans la reconstruction et le rapatriement des déplacés, séquelles principales de la guerre, il serait peut-être nécessaire de rappeler certains principes de base afin que ce pays existe toujours dans sa diversité culturelle, dans son multiconfessionalisme, dans sa tradition démocratique, fait unique dans le monde arabe actuel.
D'où s'impose l'importance d'un dialogue interne comme seul moyen d'affirmer le Liban dans sa continuité, c'est-à-dire empêcher, refuser, rejeter certaines dérives totalitaires de l'actuel régime libanais, l'inévitable relation historique et fraternelle avec la Syrie, loin des sentiments xénophobes de certains cercles libanais dominateurs ou envoûtant de certains Libanais pro-syriens.
Ceci veut dire en termes plus clairs la nécessité d'entente et le besoin d'équilibrer les relations libano-syriennes d'une façon rationnelle prenant en compte les vents de guerre qui soufflent et le Golan toujours occupé.
Camarades, œuvrons pour une paix durable et finale de la Palestine. Arrêtons la course aux armements de tous bords qui engloutirait tout espoir de normalisation et de coopération dans le cadre du dialogue euro-méditerranéen. Rappelons-nous que la dignité et la liberté de l'être arabe vaut la peine d'être considérée loin de la bourse, du prix du pétrole et loin de ces régimes monolithiques figés dans l'histoire et dans le temps.
Luttons pour un Liban séculaire, souverain.
Il y a un quart de siècle, avant de disparaître, fauché par les balles, un homme du Liban, Kamal Joumblatt disait : "l'aventure de la liberté et de la démocratie en vaut la peine" et 25 ans après, aujourd'hui, devant vous, je dis : "l'aventure de la liberté et de la démocratie en vaut la peine".
Merci.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Je remercie Walid Joumblatt. Je vais maintenant donner la parole à Meredith Le Goff.

Meredith Le Goff
Merci pour cette possibilité que vous me donnez de pouvoir prendre la parole.
Vous avez choisi un sujet très complexe. Pendant ces dernières 48 heures, j'ai relu les documents du Parti Démocrate américain et j'ai lu les documents également du Parti Socialiste. Je ne pense pas que nous soyons très éloignés au niveau des idées. Je suis une avocate américaine mais non pas une économiste. Il y a beaucoup de choses auxquelles je ne peux accéder mais peut-être y-a-t-il des choses dont je puis vous parler.

On dit souvent que le système de mondialisation a un visage américain. Peut-être que les Américains acceptent ce système plus facilement parce qu'ils ont une culture du business mais de nombreuses personnes, néanmoins, aux Etats-Unis souffrent de ce système.
Je pense qu'on est en train de se poser les mêmes questions à savoir comment protéger les citoyens de nos pays contre les inégalités.
Tout ceci est fort complexe. Par rapport au cinéma, par rapport à Hollywood, je vous le dis, tous les Américains ne pensent pas qu'Hollywood, c'est super. Il y a un grand nombre d'américains qui ont des problèmes par rapport à Hollywood, notamment les exclus.
Dans l'Etat, où je vis, l'Etat du Mississipi, il y a 24 personnes qui sont au chômage, qui n'ont pas de formation, qui n'ont pas de contacts avec Internet, et partout, dans tous les Etats, je pense que le problème que l'on rencontre est le même. Il faut toucher les gens.
En France, vous n'avez pas les problèmes auxquels nous sommes confrontés : justice, peine de mort, santé.
Entre deux discours, je pense qu'on peut trouver une façon de répondre aux questions qui se posent aujourd'hui.
Merci encore pour cette opportunité qui m'a été donnée de m'exprimer devant vous et au revoir.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Merci de ce témoignage.
Je vais maintenant donner la parole au dernier intervenant de la table-ronde avant les conclusions qui seront tirées par Charles Josselin.
Pascal Lamy, de la Commission européenne a la parole.

Pascal Lamy
Mes chers camarades, trois points avant de donner la parole à Charles Josselin.
Qu'est-ce que la mondialisation ?
La mondialisation est une étape de l'économie capitaliste de marché. C'est ainsi qu'il faut la définir, je crois, historiquement.
Etant donné que nous devons être fidèles à notre tradition, et à nos valeurs, comme nous l'avons fait depuis plus d'un siècle, je crois qu'il nous appartient, quelle que soit notre nationalité, de répondre politiquement, que ce soit par nos analyses ou par nos actions.
Dans nos analyses, je crois que nous devons, au PS, être plus précis - nous ne le sommes pas assez - sur ce que signifie la mondialisation.
Comme l'a dit tout à l'heure notre camarade chilien, et comme l'ont dit nos camarades africains, la mondialisation a des effets positifs et elle a des effets négatifs.
Nous sommes, par tradition, plus sensibles aux effets d'iniquité et d'injustice notamment entre le Nord et le Sud. Nous le savons.
Il ne faut pas oublier que pour beaucoup d'endroits dans le monde, la mondialisation a aussi des effets positifs.

Dans notre action, et pour y répondre, souvenons-nous que le Socialisme a eu dans la régulation du capitalisme de marché, il y en a eu même s'il reste beaucoup à faire, des résultats qui ont été obtenus par le jeu des institutions démocratiques.
Chacun voit bien aujourd'hui que la mondialisation remet en cause une partie seulement mais une partie du cadre national au sein duquel ont vécu nos démocraties.
Il nous faut, si nous soutenons les leviers de la démocratie pour contrôler la mondialisation, il nous faut les réinstaller, les réinventer peut-être au niveau international.
Comme l'a dit notre camarade Veltroni, à l'instant, l'économie global, et la politique locale ne font pas bon ménage, et donc, le combat Socialiste aujourd'hui ne peut plus, à supposer qu'il l'évacue vers l'économie, faire l'économie d'une réflexion sur un projet de gouvernance supranationale, qu'elle soit régionale, continentale, ou même éventuellement mondiale.
C'est dans cette perspective, je crois, qu'il faut regarder notre projet européen.
Je suis souvent frappé, en discutant avec nos camarades d'autres continents, de l'espoir immense que représente, pour eux, notre construction européenne et ce, au moment où le projet européen se brouille parfois pour nous, à l'intérieur, mais pensons à cette espérance qu'ils représentent pour d'autres ailleurs.
La construction européenne est probablement, aujourd'hui, dans le monde, la forme la plus élaborée d'une gouvernance qui se cherche avec ses défauts de jeunesse bien sûr.
Elle est encore plus efficace que légitime, elle est encore plus économique que politique mais elle a ses attraits et d'ailleurs ils sont si grands que la demande d'élargissement de l'Europe s'est imposée d'elle-même sans discussion.
Cet élargissement, nous l'attendons avec impatience mais nous savons aussi qu'il nous faut, à cette occasion, réajuster notre prototype, le remanier, et l'adapter à la charge nouvelle qui va voir porter, d'où d'ailleurs la contribution sur l'Europe que nous avons signée avec Henri Nallet à ce Congrès, à quelques-uns, d'où l'enjeu du Conseil européen qui, dans quelques jours, devra décider des modifications indispensables.
Ce qu'on souhaite, dans ce débat, qu'à l'heure du choix, à Nice, les gouvernements Socialistes et socio-démocrates qui sont actuellement majoritaires autour de la table du Conseil européen, bien sûr, comme ils doivent le faire à leur opinion nationale, pensent aussi à leurs responsabilités mondiales.
L'Europe en a, parfois plus qu'elle ne le pense. Merci.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Merci, Pascal d'avoir dit beaucoup en peu de temps.
Je vais laisser le choix à Charles Josselin de réaliser le quasiment impossible effort de faire une synthèse de ce qui vient d'être dit dans le moins de temps possible.

Charles Josselin

Merci, amis, camarades, la relation au monde, le débat sur la mondialisation soulève une série de questions qui, presque toutes, renvoient à nos débats politiques idéologiques.

Je voudrais dire avec force ma volonté d'infirmer le postulat selon lequel en matière de politique extérieure il n'y aurait pas de différence entre la Gauche et la Droite.

Les chiffres qui fondent le constat de l'inégalité sont connus. Les chiffres contenus dans le rapport de la Banque mondiale convergent. Le monde s'enrichit comme jamais et les inégalités continuent de se creuser : 3 milliards d'hommes et de femmes vivent avec moins de 2 dollars par jour et 1 milliard avec moins de 1 dollar par jour.

800 millions d'affamés dont 200 millions d'enfants, 5 millions d'individus qui meurent chaque année du manque d'eau potable.

10% en Afrique des 15-49 ans sont infectés par le Sida qui a déjà fait 17 millions de morts et qui est en train de réduire à néant 40 années de développement.

Un pays sur trois en Afrique subsaharienne est en guerre ou connaît l'insécurité intérieure. Là encore, une année de conflits c'est dix années de perdues pour le développement.

Les questions qui sont au cœur de notre débat politique, celle de l'équité, celle de la solidarité se posent à l'international avec bien plus de brutalité encore et de manière aveuglante. C'est peut-être pour cela que parfois on a le sentiment que nous ne les voyons pas suffisamment.

Régis Passerieux, il y a quelques instants, rappelait les points forts de notre politique et de nos ambitions de Socialistes :

Aides publiques au développement, désendettement du sud, mobilisation de l'Europe, sont les trois axes sur lesquels actuellement se fonde notre action.

Premier donateur du G7, en termes d'effort relatif – 0,39% du PIB contre 10% pour les Etats-Unis – cette comparaison vaut la peine d'être faite. Si l'aide publique française au développement a diminué, elle se maintient à un niveau plus tolérable mais je veux le dire avec force elle doit augmenter.

J'espère bien que l'ambition affichée par la motion finale de ce Congrès nous encouragera tous, gouvernements, partis, opinion, à augmenter cette aide publique au développement.

Désendettement du sud : dans toute l'histoire du traitement de la dette, la France a consenti pour l'instant 10 milliards d'Euros d'effacement de dette. Les décisions prises par Lionel Jospin vont doubler cet effort en le portant à 20 milliards d'Euros dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Troisième axe : la mobilisation de l'Europe dans le combat contre les inégalités du monde.

La déclaration de politique générale européenne en matière de développement a été adoptée sous présidence française par le dernier Conseil des ministres du développement, c'est un premier résultat. Nous allons évidemment continuer.

Je veux dire que cette déclaration pose la nécessité de rendre l'Europe plus efficace dans son aide : réforme de la convention de Lomé, définition d'un cadre commun pour l'ensemble des aides extérieures européennes. Vous connaissez les projets phares DASIS, MEDA qui sont des fonds importants dotés souvent richement mais mal utilisés, sous consommés parce que les procédures sont lourdes et longues chez nous comme ailleurs.

On ne peut pas se satisfaire d'une situation dont la volonté était affichée de payer alors que nous ne sommes pas en mesure de financer ces projets de développement.

Il faut amplifier surtout la voix de l'Europe dans les enceintes où se joue l'avenir du monde. `

L'Europe et les pays membres pèsent 55% de l'aide publique au développement. D'évidence, le poids de l'Europe au fonds monétaire ou à la Banque mondiale dans le système onusien n'est pas à cette hauteur.

Nous voulons surtout qu'en lieu et place du consensus de Washington qui conjuguait rigueur monétaire et libéralisme, qui n'a pas donné les résultats partout convaincants que nous tenions compte des effets de tel ou tel plan d'ajustement structurel en obligeant à des privatisations ou à des réductions de fonctionnaires, nécessaires sans doute, mais qui à un moment donné dans les démocraties qui sont à peine apprivoisées, vont aboutir à des violences impossibles à maîtriser par des Etats qui ne sont pas encore construits.

Nous voulons un développement humain, nous voulons que les échanges soient de vrais échanges équitables, ce qui signifie sans doute ouverture de nos marchés, et Pascal Lamy s'y emploie.

Je veux saluer le travail considérable qu'il fait à cet égard.

Il faut que nous le fassions comprendre à nos concitoyens, c'est indispensable.

Ceci rejoint le besoin de cohérence de nos politiques, une politique généreuse, ouverte en matière de développement qui serait contrariée par d'autres politiques françaises et aux voies auxquelles j'ai tendance à faire allusion.

Cela ne peut être considéré non pas comme une contradiction finalement mais par un refus de solidarité de la part des pays du Sud.

Solidarité, investissement : j'insiste beaucoup sur ce volet de l'investissement. Chers camarades, les statistiques de l'année 1999 font apparaître que l'investissement direct étranger aura d'abord servi l'économie américaine. C'est de très loin les Etats-Unis qui reçoivent l'investissement étranger du monde.

L'investissement étranger de l'Europe, c'est d'abord aux Etats-Unis que nous le faisons, nous savons pourquoi : le besoin d'un marché solvable de technologie avancée.

Mais le résultat, nous le connaissons : l'Afrique, tout entière, ne reçoit que 1,5% de l'investissement mondial et les pays les moins avancés 0,45% seulement.

Parler de libre échange, parler d'échanges entre un Nord qui produit et un Sud qui consomme et qui ne peut, pour consommer, compter que sur notre aide est une tromperie.

N'ignorons pas le développement sans investissements. Il faut que nous prenions aussi conscience de cela. Il faut que l'aide publique au développement

aide l'investissement. Ne comptons pas seulement sur le commerce pour réaliser le développement des pays du Sud.
Et puis, la solidarité. La solidarité dans l'aménagement, dans l'avènement de la démocratie aussi, avènement de la démocratie, avènement des droits de l'homme, une démocratie qui ne se décrète pas, qui se conquiert, qui se construit, qui se défend et je voudrais que nous ayons à cet égard une attitude positive avec la volonté, non pas d'abord de condamner, mais d'aider à vaincre les résistances, les poids des cultures, les organisations ethniques ou tribales qui, évidemment, se conjuguent souvent mal avec nos principes démocratiques.
Je voudrais simplement rappeler cette phrase de prix Nobel de la paix qui rappelait qu'aussi pauvre soit-elle, une démocratie n'a jamais connu la famine. C'est un encouragement très fort à demander que la démocratie soit la reine aussi dans les pays pauvres.
(Applaudissements)
Je voudrais dire enfin le besoin que nous avons de convaincre nos partenaires au sud du Sud qu'il y a surtout besoin de régulation publique. Il est clair qu'à Seattle, ce n'était pas la mondialisation seulement qui était en cause, c'est l'impuissance du politique à la réguler. Cette régulation publique s'appelle OIT, s'appelle Organisation mondiale pour l'environnement, s'appelle Organisation mondiale du commerce. Je crois qu'il faut rappeler, et nous rappeler à nous aussi, cette phrase que je me plais souvent à dire quand j'ai l'occasion de m'exprimer dans une enceinte internationale : dans la relation du fort au faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège.
Mes camarades, historiquement, l'Internationale Socialiste renvoie à une classe ouvrière qui, hier, n'existait qu'au Nord. Est-ce la raison, à tout le moins l'explication, de l'intérêt trop inégal des Socialistes du Nord, et plus généralement de la Gauche, pour les peuples du Sud ?
Alors que la mondialisation met sur Internet la conscience universelle, est-ce parce que la classe politique, à quelques exceptions notables près (j'espère que nous en sommes, que vous en êtes, vous, qui êtes encore ici à cette heure), ne s'est pas réellement investie dans le débat sur le développement que la question de l'inégalité du monde est aujourd'hui d'abord portée par la société civile ?
Il est bon, il est bien que la société civile s'en empare, mais je ne m'en satisfais pas totalement. Si l'irruption de la société civile dans le champ de l'international est importante, elle est relayée, magnifiée par un système de médias qui est parfois plus enclin à décrire la rue parce qu'il est écarté des enceintes où se discutent les problèmes et je veux insister sur le besoin pour le politique de se saisir de ce dossier.
Nous savons l'extraordinaire diversité, parfois les contradictions, de cette société civile, sa capacité à s'opposer, sa difficulté souvent à proposer. J'appelle à une alliance entre les Socialistes, la Gauche, les forces de progrès et la société civile internationale. Aidons-là à vivre là où son absence se fait cruellement sentir, dialoguons avec elle en tenant compte, bien sûr, de nos responsabilités, mais aussi de l'exigence de citoyenneté dont elle est porteuse. C'est aussi

comme cela que nous saurons revivifier la démocratie ailleurs, mais chez nous aussi, merci.
(Applaudissements)

Henri Nallet - Notre séance s'achève. Je remercie Charles Josselin de cette conclusion.
Je donne rendez-vous à l'ensemble des délégations étrangères à 21 heures au musée de Grenoble, place Lavalette pour le dîner des délégations étrangères, à l'ensemble des délégués, demain matin, ici, à partir de 9 h 30 pour les forums. On me prie de signaler que les camarades de la motion 2 sont invités à se réunir ce soir à l'issue des travaux dans la salle de la motion 2 au premier étage.
J'ai, par ailleurs, reçu une motion de soutien à nos camarades de Mauritanie dont nous donnerons connaissance demain matin à la reprise de nos travaux. Je vous remercie.

Coll. Fondation Jean-Jaurès